rouge
hebdomadaire d'action communiste

PRISONS : 8 MORTS

ET LE TOIT DES CENTRALES POUR UNIQUE TRIBUNE !

VENDREDI 16 AOUT 1974 - N°262 - 16 PAGES - 3 Frs

LE BLUFF !

Le ton, c'est celui d'une équipe de bûcheurs appliqués. Le professeur Chirac s'est même avisé de distribuer des bons points à ses ministres. Les conseils succèdent aux réunions. Où va le régime ? où va Giscard ? Les spéculations, elles, vont bon train...

Pourtant c'est surtout l'étiquette qui est amendée. La forme change un peu, le fond demeure. Giscard est un homme de scènes et d'estrades. Il a le goût du spectacle et on comprend qu'il ait souhaité s'adjoindre J-J. S.S., son jumeau en la matière. Mais l'importance des mesures concrètes est inversement proportionnelle à la pompe, au décorum, aux tentures sigénéreusement prodigués par le régime.

La réunion de presse a succédé aux conférences, et le président qui reste debout entre désormais par derrière. Le 14 juillet, il est encore debout et fait réformer le rythme de la Marseillaise. Enfin, il risque une visite publicitaire et paternaliste aux prisons de Lyon.

Quant aux initiatives et aux mesures, elles ont pour caractéristique commune de ne pas coûter trop cher. Le droit de vote à 18 ans... mais au lendemain de l'élection présidentielle. La pillule... mais après que la lutte des femmes l'ait imposée en pratique et soit allée bien au delà sur l'avortement. La suppression proclamée des écoutes téléphoniques... mais elle estincontrôlable. Quant à la charte des libertés, elle n'est encore qu'en « gestation ». Et quant à la réforme pénitentiaire, il a fallu une révolte, sept morts, plus de cinquante blessés (beaucoup plus qu'en Mai 68) pour aboutir à un avorton de réforme qui tend surtout à aligner le salaire des gardeiens sur celui des policiers.

En fait, la prétention réformatrice du régime ne passe pas l'épreuve des faits. Sur la question pénitentiaire, Ponia a baffoué Lecanuet. Postel-Vinay a démissionné du secrétariat d'Etat à l'Immigration pour protester contre le manque de moyens. Et Françoise Giroud, n'ayant aucune autonomie matérielle, n'a guère que des conseils à prodiguer aux autres ministres.

Sur l'essentiel, rien de neuf. Sinon les mensonges appaisants de Fourcade et de Chirac, le premier promettant contre l'évidence que les prix vont se calmer, et le second répondant à Séguy qu'il n'y a pas de chômage en perspective ; alors que les mesures prises au niveau du crédit mènent inéluctablement un accroissement sélectif du chômage dnas certaines branches et régions.

Le but de cette esbroufe et de ce hors-d'œuvre démagogique est clair : désamorcer d'une part le mécontentement, rallier des hésitants, grignoter sur la frange la moins ferme de l'électorat de gauche, sans pouvoir avancer une politique cohérente d'intégration du mouvement ouvrier. D'autre part, asservir l'UDR, dont on a besoin aussi longtemps que n'est pas constitué un nouveau parti majoritaire au sein de la majorité ; le ralliement de Sanguinetti marque un certain succès dans ce domaine.

Pirouettes, fanfares et promesses ne font que préparer le terrain. Le plat de résistance viendra à la rentrée avec les problèmes des prix et de l'emploi qui restent à ce jour sans l'ombre d'une solution. Mais si Giscard a bâti son démarrage sur un énorme bluff, il a cependant réussi, en lui volant même quelques propositions annexes, à prendre l'Union de la Gauche à contre-pied, et à lui faire perdre l'initiative. Les seules interventions de l'été de son côté, ont été celles de Mitterrand sur la culture à Avignon, et les menaces verbales et vagues de Séguy. C'est trop peu pour arracher les masques grossiers du régime et offrir des perspectives concrètes de rentrée au mouvement ouvrier.

NOTRE CAMARADE ALAIN ADELAIDE

Notre camarade Alain Adélaïde est mort le 17 juillet 1974 à la clinique de la Miséricorde de Caen où il était entré avec un diagnostic indiquant la nécessité d'une opération de l'appendicite.

Alain Adélaïde venait d'être réélu (alors qu'il combattait contre la mort à la clinique) au Comité Central d'Entreprise de la Saviem. A son enterrement, qui eut lieu dans le petit village de Ranville, où habite sa famille, 1500 travailleurs étaient présents.

Combattant des fameuses journées de janvier 1968 à Caen, où des milliers de travailleurs s'affrontèrent aux CRS et gardes mobiles, journées qui furent un des signes annonciateurs de l'explosion du mois de Mai. Camarade et ami de Guy Robert par delà les divergences, il était l'un des principaux animateurs de la section CFDT Saviem qu'il contribuera à construire. Syndicaliste infatigable, connu et estimé de ses camarades d'usine, on le voyait prendre la parole dans les meetings et les manifestations qui accompagnent depuis deux ans les grèves et les luttes de l'entreprises.

Alain ne cachait pas son appartenance au FCR. Il avait participé à la Conférence Nationale des Groupes Taupes de Lyon, tirant les leçons des luttes de la Saviem et de l'activité du Groupe Taupe dont il était un des principaux animateurs.

Dès l'annonce de son décès, la section CFDT Saviem, organisa une collecte de solidarité dans l'entreprise, en l'espace de quelques heures, elle recueillit un million d'anciens francs qui furent versés à sa compagne Brigitte. Avec un courage physique extrêmement remarquable, la compagne d'Alain, sa mère et ses frères, entendirent contrôler chaque détail, relisant les discours, choisissant les disques et les poèmes pour les obsèques.

Tout fut fait pour rendre hommage à la personnalité d'Alain, militant syndical et politique, symbole pour de très nombreux travailleurs combattifs CGT, CFDT et non syndiqués.

Avant d'être mis en terre, il fut honoré une dernière fois : deux prises de paroles de la CFDT, la lecture de poèmes d'Eluard et de Prévert par un militant du FCR et les couplets de l'Internationales. La CFDT, la CGT, le PCF, le PS, le PSU, le FCR et Révolution ! étaient présents.

Alain est mort. Il a été enterré comme il avait vécu en militant ouvrier révolutionnaire. Ses camarades du FCR et du groupe Taupe Rouge Saviem continueront son combat.

REVUE QUATRIEME INTERNATIONALE

1) Le N° double « Spécial Xème Congrès Mondial de la IV° Internationale » (N° 16/17, 100 pages, 10F) paraît le 21 août.

2) Le N° double 18/19 paraîtra le 25 septembre :
- les documents préparatoires à la conférence ouvrière internationale de la IV° Internationale (Mai 74)
  — l'inflation;
  — les libertés syndicales ;
  — l'expérience des luttes italiennes ;
  — les travailleurs immigrés en Europe.
- 10 thèses sur le sport.
- La guerre d'octobre et l'économie d'Israël.
- La social-démocratie suiédoise.

Les chèques doivent être ainsi libellés :
Chèques postaux : « Quatrième INternationale »
Chèques bancaires : Jean-François GODCHAU

et adressés à l'adresse suivante :
Jean-François GODCHAU
IV° Internationale
10, impasse Guéménée,
75004 PARIS.

ATTENTION DATES DE STAGE

Les camarades participant au stage n° 9 DOIVENT E TRE SUR PLACE LE 21 août au soir, le stage commençant le 22 au matin.

Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail *(facultatif)* .....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste
10, imp. Guéménée -Paris 4 - téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication : Henri Weber
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la france		l'etranger	
sous pli	ouvert	terme	ouvert	terme
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression :
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

SOUTENEZ «ROUGE»
abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Abonnement choisi.....

GAMMA

D'OU VIENT LE PS ? OU VA LE PS ?

A la veille d'une part des assises pour le socialisme qui doivent préparer l'entrée dans le PS d'une partie du PSU et d'une fraction des responsables syndicaux CFDT, et d'aurte part du congrès extraordinaire du PCF qui doit consacrer par le renouvellement des cadres intermédiaires la « nouvelle » orientation en faveur du « compromis historique », l'extrême-gauche révolutionnaire doit reprendre l'analyse et la discussion sur la restructuration du mouvement ouvrier avec ses implications sur la construction du parti révolutionnaire. Dans ce premier article nous aborderons l'analyse du PS.

L'un des phénomènes les plus surprenants pour un journaliste superficiel est l'« irrésistible ascension » du PS, six ans après sa disparition totale en Mai 68. De là à n'y voir que le résultat des manœuvres d'un individu « spécialement doué », en la personne de François Mitterrand, ou qu'un nouvel avatar de la politique de collaboration de classe du PCF, il n'y a qu'un pas facilement franchi par les anciens combattants de 68 qui avaient vu le PS moribond et mort à tout jamais !

Nous-mêmes après 68 avons commis cette erreur. En fait, Mai 68 marquait plus la faillite d'une ligne politique que la disparition des bases objectives de la social-démocratie.

UN PARTI OUVRIER REFORMISTE DEGENERE

La vieille SFIO de Guy Mollet, par sa politique de gestion directe des intérêts du capital, la guerre d'Algérie, le soutien à De Gaulle en 58, s'était réduite à un parti de notables ne maintenant que des liens ténus avec la classe ouvrière par l'intermédiaire des bureaucrates droitiers de FO et de la FEN. Le reflux dans la lutte des classes avait d'ailleurs facilité l'intégration profonde à l'appareil d'Etat de ces bureaucraties. Dès lors, un tel parti n'offrait plus guère de résistance à sa transformation en un parti bourgeois rejetant de son programme la lutte pour le socialisme et la collectivisation des moyens de production et rompant ses derniers liens avec les bureaucraties ouvrières.

L'ECHEC DU PROJET DEFERRE

Gaston Deferre, appuyé par la majorité des notables parlementaires, espérait franchir ce pas, en s'alliant avec les Radicaux et les centristes de Lecanuet dans l'espoir de constituer le « grand parti des couches moyennes » susceptible de remplacer le bon vieux Parti Radical de la IIIème République. Mais l'Etat fort, en liquidant le parlementarisme de la IVème République, supprimait en partie les prébandes et les pourboires électoraux qui permettaient l'implantation des notables bourgeois radicaux. Cependant que le développement industriel monopolistique liquidait une grande partie de la petite bourgeoisie traditionnelle. Ainsi la perspective de groupuscularisation inéluctable à laquelle aurait mené le projet Deferre de transformation du PS en parti bourgeois permit au vieil appareil social démocrate du Pas de Calais et du Nord, appuyé par les bureaucraties de FO et de la FEN de résister tant bien que mal et au prix de manœuvres diverses à l'offensive de Monsieur X.

L'EFFONDREMENT DE 68-69

C'est dans ces conditions que ce parti moribond abordeMai 68. Et de fait, il est totalement absent sur l'échiquier social comme sur l'échiquier politique, laissant la place au PCF et aux syndicats CGT-CFDT. Sur la base de cet effondrement, Deferre poursuivit son offensive en 69 en se présentant aux présidentielles avec Mendès France (qui venait de quitter le PSU) et en refusant toute alliance avec le PCF. Cette candidature ainsi coupée des forces sociales et politiques qui venaient de vivre Mai 68, connut l'échec retentissant que l'on sait en receuillant 5 % des voix. Mais si ce résultat électoral marquait l'extrême débilité du PS, il masquait surtout l'échec total de la ligne suivi par Deferre et préparait le terrain au renversement d'orientation au profit d'une alliance avec le PCF.

LES BASES OBJECTIVES DU NEOREFORMISME

Le PCF occupant largement le terrain de la collaboration de classe, on pouvait se demander après 68 comment il était possible de lui disputer la place en la matière et quel espace pouvait bien trouver un nouveau parti socialiste. En fait, le PCF est incapable par sa nature stalinienne de répondre totalement à un triple processus.

1. La révolution technique a entraîné le développement de nouvelles couches intellectuelles soit directement intégrées au processus de production, soit liées indirectement à ce processus. Ces couches, par leur niveau culturel, et leur tradition « démocratique », rejettent l'étouffement stalinien. Par leur place dans le processus de production et dans la société, elles aspirent plus à la « révolution culturelle » et à l'« autogestion limitée à l'entreprise » qu'à la collectivisation des moyens de production.

2. La crise sociale entraîne le développement d'une gauche chrétienne rompant avec l'appareil réactionnaire de l'Eglise mais dont le mode de pensée profondément idéaliste l'amène à osciller entre le pacifisme et la révolution culturelle, sans prendre la main que le PCF lui tend

3. Enfin, le comportement bureaucratique sclérosé du PCF et son sabotage systématique des luttes depuis 68 a permis l'émergence de milliers de travailleurs combattifs rompant avec la pratique bureaucratique sans pour autant remettre en cause la stratégie réformiste.

C'est sur cette triple base que se développèrent la CFDT et le PSU.

LA DYNAMIQUE DE L'ALLIANCE PS-PCF

Toutes ces manœuvres ne suscitèrent pas l'enthousiasme dans la classe ouvrière mais l'unité des partis réformistes dans la mesure où elle apparaît comme la seule perspective réaliste de changement suscite néanmoins une certaine dynamique sociale visant à rapprocher l'heure de changement. Mais en retour, cette dynamique se fait essentiellement en faveur du PS et dans une moindre mesure en faveur du PCF car le système de scrutin présidentiel favorise le rôle personnel de Mitterrand, car le PS apparaît plus démocratique que le PCF, lié aux Etats ouvriers bureaucratiques, car le PS se paye le luxe d'apparaître plus à gauche que le PCF sur un certain nombre de sujets.

Mais pour que le PS soit crédible pour la bourgeoisie, encore faut-il qu'il démontre non seulement que Mitterrand domine Marchais mais que le PS a un poids dans la classe ouvrière et dans l'ensemble des couches sociales lui permettant de contre-balancer le poids de la CGT et le réseau d'organisations satellites du PCF. La bourgeoisie est matérialiste !

Mais la vieille carcasse du PS, elle même était affectée par ce processus social que constituait notamment la base du CERES, tendance de gauche aux intonations auto-gestionnaires technocratiques, tendance qui allait s'emparer de la Fédération de Paris, des Jeunesses Socialistes, et du maigre secteur entreprise du PS. Cependant, le PS en tant que tel, totalement discrédité par son passé molletiste et son absence en 68, était incapable de récupérer pour son compte l'ensemble du processus.

L'OPA MITTERRAND

Mitterrand, bourgeois intelligent, avait compris plus vite que les autres, qu'après Mai 68, la bourgeoisie n'avait pas besoin d'un groupuscule bourgeois de plus, mais un parti social démocrate capable de canaliser la dynamique sociale qui avait un moment débordé le PCF en 68. Mais pour capter cette dynamique, encore fallait-il offrir une réponse crédible à la crise politique ouverte par 68. Cette perspective passait par une alliance avec le PCF sur un programme gouvernemental. Mitterrand, à Epinay, grâce à l'alliance apparemment contradictoire des notables du PS et du CERES, s'engageait dans cette voie.

LES ASSISES POUR LE SOCIALISME

Ainsi les assises n'ont pas pour fonction de transformer le PS. Le nom, la stratégie, l'organisation, resteront les mêmes. Il s'agit seulement d'apporter au PS, la base sociale qui lui manque en commençant par l'appareil de la CFDT. Maire et Rocard y ont travaillé consciemment et patiemment. L'un et l'autre avaient fait le gros dos après la vague révolutionnaire de 68. Le premier faisait des clins d'yeux aux syndicalistes révolutionnaires. Le second prétait serment sur le portrait de Lénine. Ils attendaient leur heure et manœuvraient. Descamps quittait la CFDT pour le PS. Puis Jeanson fondait Objectif Socialiste faisant le pont entre le PS et le PSU. Maire, au XXXVIème Congrès attaquait le PCF et la Ligue Communiste et faisait un appel du pied pour l'unification du PS et du PSU. Puis, il engageait à coups de force la CFDT dans la « stratégie d'union des forces populaires », et organisait des colloques sur l'autogestion dans le seul but de préparer le rapprochement du PS et du PSU (le FCR et le PCF ayant été exclu de ces colloques). On connaît la suite...

Ainsi le projet de Maire Rocard n'est pas de faire du PS un grand PSU en gonflant le CERES mais de s'intégrer directement au projet réformiste de Mitterrand.

LE CENTRISME ECARTELE

C'est pourquoi les assises pour le socialisme soulèvent de profondes résistances dans la CFDT comme dans le PSU Le passage de la phraséologie révolutionnaire de la période de l'après Mai à l'appel au réalisme réformiste d'aujourd'hui ne passe pas facilement. Mais on ne peut avoir aucune illusion. S'il n'apparait pas une alternative crédible, les éléments critiques finiront par se rallier quitte à rejoindre l'aile gauche du PS. L'aile révolutionnaire du PSU doit assumer ses responsabilités.

Pour sa part, le FCR est prêt à en gager le débat avec elle et les autres forces révolutionnaires. Ainsi aura été franchi une étape dans la construction du parti révolutionnaire.

René Yvetot

LES ANALYSES DE L'AJS OCI

Informations Ouvrières a publié un article de Charles Berg analysant le PS. Ça vaut son pesant !

Mitterrand à Epinay cherche à transformer le PS en parti bourgeois. Mais il échoue grâce au vieil appareil social démocrate Mauroy Deferre.

Mais la bourgeoisie ne renonce pas. Elle travaille de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur, l'« aile droite » du PS, c'est-à-dire le CERES défend sous le vocable d'auto-gestion l'« association capital travail ». De l'extérieur, la CFDT et Rocard, agents directs du grand capital auto-gestionnaire... Heureusement l'Elis de Poperen, la bataille socialiste de Guy Mollet, Savary Mauroy et nouveau né Mitterrand, résistent. Berg en appelle à la contre-offensive avec Yves Bréard, Pierre Joxe, Boulloche et Savary pour que le « PS reste fidèle à ses liens avec la FEN, la CGT-FO et la CGT »

contre le « front auto-gestionnaire qui rassemble Neuschwander-Piaget la CFDT, le FCR, en passant par le PSU et le CERES ».

L'ETE CHAUD DES PAYSANS

« Les pouvoirs publics se rendent-ils compte que le pays court le risque d'une jacquerie ? » demande Philippe Lamour, un monsieur qui fit sa fortune personnelle et politique dans l'agriculture. A vrai dire la multiplication des actions directes par les producteurs de bœuf et de porc, puis de fruits et légumes, si elle est spectaculaire par son caractère national, n'a pas beaucoup de chances de se transformer en subversion paysanne. Les organisations corporatives nationales (FNSEA, CNJA, FFA, MODEF) se sont appliquées à adhérer aux barrages de route pour mieux frapper à la porte du gouvernement et défendre des intérêts qui ne sont pas forcément ceux des paysans exploités.

LES RAISONS D'UNE CRISE

La mobilisation paysanne de cet été s'est faite avec les régions d'élevage comme fer de lance. A l'origine : une « prévision » des experts de l'Europe de 9 selon laquelle il faudrait faire face, en 75, à un déficit de 800.000 tonnes de viande bovine. Depuis deux ans, des pays comme la France ont donc signé des contrats d'achat avec l'Argentine, l'Australie, la Nouvelle Zélande ou les USA. Or voilà que depuis 6 mois la tendance européenne s'est renversée : alors que 200.000 tonnes de bœuf étaient importées 130.000 tonnes de production européenne devenaient invendables sur le marché. Sur ce chiffre, près de la moitié sont françaises Jusqu'en juillet 75 la production de bœuf va grossir sans que les pouvoirs publics y puissent grand chose. C'est que l'élevage du bœuf respecte, depuis l'après guerre, un cycle à peu près régulier où deux ans de pénurie succèdent à quatre ans de production équilibrée et deux ans d'excédent. Le cycle du porc respecte les mêmes rythmes, mais sur quatre ans. Cet été, le point le plus haut de la surproduction bovine a coïncidé avec celui de la viande de porc.

Les gouvernements n'ont jamais imaginé la moindre planification de tels types d'élevage, convaincus qu'à la faveur des crises, « ce sont les meilleurs qui s'en sortent », ceux qui vont pouvoir tenir le coup pendant deux ans. C'est une politique délibérée de crise, d'excédent et de pénurie, que jouent les gouvernements bourgeois. Mais cette fois, l'effondrement des cours sur les marchés est venu courronner une hausse sans précédent des coûts de production : plus 50 % pour les céréales, plus 25 % pour les aliments composés, plus 30 % pour les engrais, plus 20 % pour le matériel. Or ce sont les intermédiaires, patrons des abattoirs et salaisonnier qui fixent pratiquement seuls, les prix d'achat au producteur, sans tenir aucun compte des prix de revient et très peu souvent des prix indicatifs fixés à Bruxelles. Ainsi le prix du bœuf payé au paysan n'a-t-il augmenté que de 9 % dans le même temps, celui du porc de 25 %. Les trusts agro-alimentaires, ceux qui jouent à la fois sur la fourniture des aliments composés et des engrais, la transformation et la commercialisation profitent pleinement de l'inflation, de la hausse des prix de « leurs » produits et services. Même les chevillards, demi-grossistes et bouchers détaillants ont su tirer parti de l'effondrement des cours et augmenter leurs marges bénéficiaires.

UN COMBAT AMBIGU MAIS UTILE

La situation de ce secteur de l'agriculture est paradoxale : c'est dans l'élevage qu'on rencontre le plus de « petits paysans » dont la production au regard des normes capitalistes n'est pas rentable, prise isolément. 80 % des éleveurs de bovins sont ainsi « indépendants ». Ils sont complètement à la merci de la politique des trusts agro-alimentaires et de l'Etat en ce qui concerne leur production et leur revenu, mais ils ne sont pas intégrés à une firme capitaliste comme le sont par exemple les producteurs de lait. Ce fait peut expliquer pourquoi la tournure des manifestations de cet été est resté si classique, si poujadiste en général, à la différence des mouvements comme ceux des producteurs de lait en Bretagne, et dans les Vosges, à partir de 1970. Les manifestants d'aujourd'hui s'en prennent rarement (sauf dans les cas où les actions sont influencées par les «paysans travailleurs» aux responsables de l'organisation aberrante des marchés, à ceux qui profitent de ce désordre et l'entretiennent consciemment. Les dirigeants de la FNSEA et du CNJA n'ont pas eu de mal à encourager les barrages de route (surtout quand il n'y est même pas question de vente sauvage). En soutenant de telles formes d'actions, ils espèrent que les petits paysans ne se poseront pas la question des structures de production et de vente ; ils espèrent détourner l'attention sur un point : la revendication d'aides gouvernementales qui, une fois obtenues (les trésoriers-payeurs-généraux n'ont-ils pas déjà reçu l'ordre de se montrer « attentifs » et « compréhensifs » face aux difficultés « conjonc turelles ») renforcent, qui la crédibilité des notables syndicaux, qui l'autorité du gouvernement. Politique sensiblement analogue au MODEF où l'on réclame du gouvernement français qu'il défende les intérêts des petits paysans au sein de la CEE.

Cette dernière en date des mobilisations paysannes met à l'ordre du jour la revendication d'un revenu minimum garanti pour tout producteur et la fixation de prix planchers de vente de produits par quantum (prix garantis pour un volume de production).

L'action des paysans travailleurs sera d'autant plus populaire et gagnera d'autant mieux l'appui des salariés que les ventes directes de viande, fruits et légumes, la distribution gratuite des viandes ou fruits importés par les trusts agro-alimentaires se multiplieront sur les routes de vacances mais aussi dans les quartiers populaires et à la porte des entreprises. Ce sont de telle initiatives qui peuvent favoriser la prise de conscience de milliers de paysans sur l'identité de ceux qui les exploitent et la collusion des notables en tout genre du « syndicalisme agricole » avec le système. Ces actions encourageront les luttes contre la main mise sur la production agricole des trusts agro-alimentaires qui développent une politique d'élevage basé sur l'utilisation dispendieuse de produits rares et chers pour la production d'une viande dégueulasse.

Le combat paysan actuel, quel que soit ses ambigüités, peut favoriser une propagande active en faveur d'une planification des produits agricoles selon les besoins et les goûts des travailleurs et dans l'intérêt des paysans. C'est quand même le début d'une lutte contre la gabegie et le désastre aux quels ont abouti des décennies de laisser faire capitaliste.

P.A.

BLOQUE PAR LE PURIN, LE MINISTRE A RENONCE A L'INAUGURATION. LES PAYSANS SE REGALENT A SA PLACE... ET A SES FRAIS !

GAMMA

GAMMA

LE TOUR DE FRANCE DU MLAC

Le Tour de France du MLAC n'est pas terminé... Mais il est important de commencer déjà à voir quel a pu être son impact. Nous interviewons ici une camarade de Rouge qui a participé au Tour de France et donne un premier bilan personnel.

▶ Dans quelles conditions le Tour de France du MLAC a-t-il été décidé ?

Il a été décidé aux Assises Parisiennes du 22-23 juin, auxquelles il y avait 70 comités. Vu la date tardive d'une telle décision, il est clair que la préparation de ce Tour de France a été rapide. Tout le monde au niveau parisien, et en premier lieu la commission Tour de France issue des assises, a été d'accord pour reconnaître qu'une meilleure préparation aurait pu être obtenue si la décision avait été prise par des assises nationales. Néanmoins, tout a été fait pour contacter la province, de manière à ce que nous soient suggérés les meilleurs endroits de passage, et enfin à ce que nous soyons prises en charge.

▶ Oui, mais pourquoi un Tour de France en plein été ? Quels étaient ses objectifs ?

Pour nous, il s'agissait d'avoir une apparition centrale, d'être là où sont les travailleurs, sur leurs lieux de vacances, et parmi ceux là les plus « populaires » d'où le choix des plages de la côte Atlantique, des pays du Sud de la Loire en préférence à la Côte d'Azur. Nous avions également pour but d'avoir des débats avec les MLAC locaux sur le bilan et les perspectives des assises parisiennes, voir dans quelle mesure ces mêmes débats avaient lieu en province et préparer la rentrée.

En effet, suite aux assises parisiennes, il y a eu un débat sur notre intervention sur les hôpitaux. A la rentrée c'est sur cet axe de bagarre que nous comptons mettre le paquet. Pourquoi ? Depuis un an, les comités MLAC de Paris pratiquent l'avortement, cette pratique illégale mais non clandestine nous a permis surtout de démontrer de manière non seulement propagandiste, mais **dans les faits**, que l'avortement était un acte médical comme tout autre. Depuis plus de 6 mois, le gouvernement tolère cette pratique de quartier, alors que, comme nous l'avons vu dans l'affaire des trois travailleurs de l'Hôpital International de la Cité Universitaire, la répression frappe à partir du moment où c'est **dans le cadre hospitalier qu'est pratiqué l'avortement.** Poniatowski, ministre de la Santé, avait donc fait une déclaration — très violente — non pas contre l'avortement en tant que tel, mais parce que le cadre de l'hôpital avait été bafoué.

Il y a deux autres expériences, celle d'Eaubonne où le service de chirurgie dans sa totalité a déclaré publiquement avoir pratiqué et continuer à pratiquer l'avortement, et dans le Val de Marne à Kremlin Bicêtre.

▶ Ces objectifs ont-ils été remplis par le Tour de France ?

D'abord en ce qui concerne l'apparition centrale : malgré l'impréparation réelle, au niveau matériel, nous avions une feuille imprimée « Le MLAC en campagne » ainsi qu'une librairie bien fournie et le film « Histoires d'A ».

Notre but était bien d'être le relai des MLAC locaux, d'où le fait que les étapes les plus réussies aient été celles où notre arrivée avait été préparée et rentrait dans le cadre général de l'intervention du MLAC local. Très rapidement, nous avons dû réaxer notre propagande en fonction du vote de la loi sur la contraception. En effet, nous savons que les décrets d'application ne sont pas parus (et la dernière fois il a fallu attendre 5 ans !), et qu'une loi ne suffit pas, car tant qu'il n'y aura pas d'information sur les quartiers, dans les hôpitaux, dans les entreprises, dans les établissements scolaires, la contraception ne passera pas dans les mœurs. Pour nous c'est clair, mais pour la plupart des gens, le vote de cette loi signifie qu'aujourd'hui tout le monde prend la pilule.

Pour en revenir au bilan, nous pouvons dire que jusqu'à l'étape de Royan où je me suis arrêtée, le bilan est relativement positif.

Les passages d'« Histoires d'A », nos interventions sur les marchés ou devant les boîtes à main d'œuvre majoritairement féminine, tout cela a été annoncé et commenté dans la presse locale. Pour mieux illustrer ce qu'on a pu faire, je voudrais donner trois exemples :

• Le premier, c'est à Bourg en Bresse, où nous sommes intervenus sur un marché régional : c'était très positif car nous avons touché des gens de toute la région.

• A Dijon, nous sommes passées au lac artificiel, construit par la municipalité pour ceux qui ne peuvent pas partir en vacances. Nous avons installé le car, la librairie et tout notre matériel, ce qui a suscité des groupes de discussions intéressants, et le soir nous sommes allées au festival local.

• Le troisième exemple sur lequel il faut un peu insister, c'est ce que nous avons fait à Tours, là les camarades ont eu un esprit d'initiative exemplaire.

Ils ont joué des contradictions de la bourgeoisie locale en jouant la Préfecture giscardienne contre la mairie farouchement pro-Royer. C'est ainsi que nous avons eu l'autorisation de faire absolution tout ce que nous voulions : nous sommes donc intervenus sur deux marchés, l'hôpital de Tours, la place centrale de la ville, et enfin le soir, nous avons projeté « Histoires d'A ». Nous avons silloné toute la ville en car avec sono, expliquant le but du Tour de France, ce qu'était l'ATLAC (Association Tourangeaise pour la liberté de l'Avortement et de la Contraception).

Devant l'hôpital, nous avons fait une intervention particulièrement longue car normalement Monsieur Jean Royer y a instauré un centre d'orthogénie, mais ce centre n'existe que sur le papier.

Du point de vue de notre deuxième objectif, à savoir le débat avec les MLAC local, on peut tirer un bilan beaucoup plus nuancé.

En effet, vu notre activisme pendant le Tour, nous avions peu de temps à consacrer réellement aux discussions avec les groupes locaux, nous ne l'avons fait que de manière incomplète, sans doute n'avons-nous pas assez porté l'effort là dessus.

▶ Quelles actions envisagez-vous pour la rentrée, compte tenu de la nouvelle situation créée par le vote de la loi sur la contraception ?

Il y a plusieurs perspectives. Tout d'abord il serait bon qu'il y ait des assises régionales afin d'impulser des assises nationales.

Ensuite, préparer une campagne par rapport au vote de la loi sur l'avortement. En effet, sans lire dans le marc de café, si on prend les déclarations de Giscard, il semblerait qu'il penche vers l'abrogation de la loi de 1920. Pour nous, rien ne serait réglé. Car cela impliquerait la création de nombreuses cliniques privées qui pourront s'engraisser sur le dos des femmes. En fait, pour les jeunes et les travailleuses, à moins d'avoir les 1000 F ou 3000 F nécessaires, elles seront obligées d'avoir recours aux faiseuses d'anges. Seule une mobilisation à l'échelle nationale, pour l'avortement libre et remboursé par la Sécurité Sociale dans le milieu hospitalier, peut créer le rapport de forces nécessaire à notre victoire.

L MARCHE EN C

Le Marché Commun traverse une fois de plus une crise grave, sans doute la plus grave depuis sa création. Elle se manifeste par l'échec du « flottement commun » des monnaies des neuf pays membres de la CEE, par la décision du gouvernement britannique de renégocier les conditions d'adhésion de la Grande-Bretagne, par la suspension de la liberté d'importer des produits en provenance du Marché Commun en

LA NATURE REELLE DU MARCHE COMMUN

Pour comprendre les origines de cette crise, il faut avant tout saisir la nature réelle du Marché Commun. Il constitue un phénomène **transitoire et hybride** d'intégration économique internationale entre neuf pays impérialistes (à l'origine six pays). Ceux-ci ont décidé de tolérer dans leurs frontières une circulation illimitée des marchandises et des capitaux. Mais ils n'ont pas créé un Etat bourgeois commun, ni une monnaie commune.

Les institutions dont ils ont doté le Marché Commun sont des institutions pseudo-étatiques, coiffées d'une « commission » qui n'a qu'un pouvoir consultatif, sauf dans des domaines strictement limités à la circulation des capitaux. Le véritable pouvoir au sein du Marché Commun, reste dans les mains du « conseil des ministres », sans que celui-ci puisse imposer en pratique des décisions à un quelconque gouvernement qui ne désirerait pas les appliquer.

La nature transitoire et hybride du Marché Commun correspond à la nature transitoire et hybride du phénomène économique qu'il est censé exprimer sur le plan politique institutionnel : l'internationalisation progressive de la propriété du grand capital. Nous assistons manifestement, depuis vingt ans, à une **interpénétration européenne des capitaux**, qui prend graduellement de plus en plus d'ampleur. Des groupes industriels (Dunlop-Pirelli, Agfa-Gevaert) sont nés, dont la propriété n'est plus celle d'une bourgeoisie « nationale », mais se répartit entre les bourgeois de diverses nationalités européennes, sans qu'une quelconque fraction « nationale » y joue un rôle hégémonique.

Mais si cette interpénétration européenne des capitaux est incontestablement en cours, elle est loin d'avoir atteint un point de non-retour. Dans certains cas (Fiat-Citroën dans l'idustrie automobile par exemple), elle a échoué. Ce nouveau super-trust européen a été dissous. Dans d'autres cas, elle a pris la forme d'une absorption de firmes par un seul capital « national » hégémonique, par exemple : l'absorption de la firme française de produits pharmaceutiques Roussel-Uclaf par le trust allemand Hoechster Farben. Dans la plupart des branches industrielles, des trusts monopolistiques « nationaux » continuent à agir par la voie de la coopération internationale entre firmes européennes (électronique, construction électrique, etc.) plutôt que par celle d'une véritable fusion d'intérêts.

L'internationalisation des capitaux au sein du Marché Commun a donc commencé par dépasser le stade des trust monopolistiques « nationaux ». Les firmes multinationales américaines, européennes et japonaises ont acquis une puissance incontestable. Mais l'internationalisation des capitaux n'a pas encore atteint le point où les groupes capitalistes axés sur l'Etat bourgeois « national » ont perdu toute influence et toute capacité de réussir. **La lutte entre les groupes qui réclament un Etat bourgeois à l'échelle européenne et les groupes qui s'attachent à l'Etat bourgeois national n'est pas encore décidée.** Voilà l'indispensable arrière-fond pour comprendre la crise actuelle du Marché Commun.

Nous avions toujours prédit que les contradictions fondamentales du Marché Commun — institution supra-nationale sans véritable pouvoir étatique, à une époque où l'Etat est devenu un instrument indispensable non seulement pour le maintien du pouvoir politique et social du capital, mais encore à sa mise en valeur et à sa reproduction élargie — allaient éclater au moment d'une récession économique généralisée en Europe capitaliste. C'est précisément au moment d'une récession économique sérieuse que l'intervention de l'Etat bourgeois dans la vie économique devient nécessaire pour sauver le régime.

Le grand capital de chacun des pays membres du Marché Commun est dès lors confronté avec une alternative précise : ou bien créer un véritable super-Etat européen, capable d'une politique anti-crise à l'échelle internationale ; ou bien s'en remettre à une politique anti-crise à l'échelle nationale. Dans les deux cas, le Marché Commun est dépassé.

Dans le premier cas, il est remplacé par un Etat capitaliste fédéral, à l'échelle de tous les pays capitalistes prêts à faire ce saut, avec une monnaie commune, un gouvernement, une politique commune des travaux publics et de l'emploi, un budget commun et une fiscalité commune. Dans le second cas il se désagrège, sous le coup d'un retour massif au protectionnisme de la part de tous (ou de la plupart) des Etats bourgeois « nationaux » en Europe occidentale.

Il est évident que des trusts multinationaux européens réclament, en cas de récession économique sérieuse, un super-Etat à l'échelle européenne, pour la simple raison que c'est seulement à cette échelle que leurs intérêts de « lutte contre la récession » peuvent être efficacement servis. Cela s'applique d'ailleurs à des trusts qui se sont déjà internationalisés du point de vue de la propriété du capital, comme à ceux qui sont encore contrôlés par la bourgeoisie d'une seule nation, mais dont le rayon d'action dépasse déjà une base « nationale » par trop étroite, même au niveau de la production. Le trust électronique **Philips** pour prendre cet exemple, ne pourrait être protégé contre les effets d'une crise économique grave par des mesures économiques prises par le seul gouvernement des Pays-Bas ou sur le seul territoire de ce pays. Une politique anti-récession efficace serait pour lui une politique anti-récession au moins dans les neuf pays du Marché Commun pris dans leur ensemble.

Il est cependant tout aussi évident qu'en l'absence d'un véritable gouvernement et d'un véritable pouvoir d'Etat, à l'échelle des neuf pays membres du Marché Commun (ou de la plupart d'entre eux), plus une récession économique est sévère, plus la bourgeoisie de chaque pays séparé se trouve dans l'obligation d'agir contre la récession sur le plan purement national. Le véritable choix avec lequel elle se trouverait confrontée, en effet, celui entre l'action « nationale » et l'inaction, c'est-à-dire pas d'action du tout. Il est impensable qu'une quelconque bourgeoisie « nationale » assiste passive à l'aggravation d'une récession économique et à la montée du chômage, vus les rapports de force qui existent aujourd'hui ente le capital et le travail en Europe occidentale. La passivité serait dans ces conditions synonyme de provocation d'une crise sociale et révolutionnaire d'une gravité sans précédent pour la survie du régime capitaliste.

C'est pourquoi notre pronostic a toujours été que le Marché Commun ne résisterait pas à l'épreuve d'une récession économique grave, s'il ne réussissait pas sa transcroissance vers la création d'un véritable gouvernement européen à cette occasion.

LA CRISE DU MARCHE COMMUN EST LE PRODUIT DE LA RECESSION

Les évènements de ces six derniers mois confirment la justesse de cette analyse.

Une récession économique se précise actuellement dans la plupart des pays impérialistes. Elle est sérieuse aux Etats-Unis, elle a commencé en Grande-Bretagne, en Italie, au Japon. L'Allemagne occidentale chavire au bord de la récession. La France est le seul des grands pays impérialistes qui ne soit pas encore touché.

Le chômage est en augmentation dans tous les pays impérialistes. Il est probable que pendant l'hiver 1974/75, le précédent « record » d'après-guerre du chômage dans les pays impérialistes, qui est celui de l'hiver 1970 avec 10 millions de chômeurs, sera largement dépassé. On s'approchera vraisemblablement de 15 millions de chômeurs pour l'ensemble de ces pays.

Dans ces conditions, vue l'absence d'un véritable gouvernement avec pouvoir étatique réel et contraignant à l'échelle du Marché Commun, il était inévitable que la bourgeoisie se replie vers des mesures anti-récession à l'échelle nationale, c'est-à-dire vers des mesures protectionnistes. C'est ce qui s'est produit de manière spectaculaire en Italie et au Danemark. Les gouvernements de ces pays ont imposé des limitations de fait non seulement aux importations en général, mais encore aux importations provenant des autres pays membres du Marché Commun.

On affirme quelquefois que toute cette crise serait « exceptionnelle ». Elle ne représenterait qu'un « accident de parcours » provoqué par la seule « crise du pétrole » qui aurait entraîné d'importants déficits de la balance des paiements dans plusieurs pays impérialistes européens (surtout la Grande-Bretagne, l'Italie et la France).

L'argumentation est incomplète et spécieuse. En effet le déficit de la balance des paiements de certains pays de la CEE est presque complètement « compensé » par un surplus non moins spectaculaire de la balance des paiements de l'Allemagne occidentale. Les pays du Bénélux jouissent (encore) également d'un surplus non sans importance. La véritable nature de la « crise des balances de paiement » éclate dès lors sous une lumière bien particulière.

Les gouvernements italiens, danois, brit nique sont obligés de prendre des mesures protectionnistes **en fonction du refus des pays à large surplus de mettre en commun, en tou ou en partie**, les réserves de change de tous les pays membre du Marché Commun. Une telle « mise en commun » des réserves de change est évidemment impensable sans une monnaie commune, une politique économique, monétaire et fiscale commune, une politique de l'emploi commune, c'est-à-dire sans un gouvernement commun et sans un « super-Etat » commun.

LE GRAND CAPITAL OUEST-ALLEMAND : DES CHOIX DOULOUREUX

La nature du dilemne avec lequel le grand capital européen est confronté est particulièrement frappante pour le pays le plus stable et le plus prospère du monde impérialiste d'aujourd'hui, l'impérialisme ouestdallemand.

De toutes les grandes puissances impérialistes, ce pays connaît le taux d'inflation le plus bas, l'expansion la plus rapide des es exportations, le surplus de la balanc esiee plus important, le taux de chômage le plus bas (bien qu'en sérieuse augmentation par rapport à la situation des années 1970-72). Lorsque Helmut Schmidt a succédé à Willy Brandt comme chancelier social-démocrate, la pluoart des observateurs ont mis l'accent sur la vocation « atlantique » du nouveau chef de gouvernement, à l'opposé de l'inclination « européenne » de son prédecesseur. Quelques semaiens ont suffi pour qu'à l'occasion de la rencontre Schmidt-Giscard d'Estaing à Paris, ce diagnostic apparaisse comme nettement dépassé.

Le grand capital allemand se trouve en effet placé entre deux maux dont il est difficile de déterminer lequel est majeur et lequel est moindre. S'il opte en faveur d'une « relance du Marché Commun » cela veut dire qu'il éponge en fait les déficits des balances de paiements et les résultats de l'inflation accélérée chez trois de ses partenaires majeurs : la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. Le salut et la consolidation du Marché Commun est donc au prix de la réalisation du vieux slogan de la bourgeoisie française à l'époque de Poincaré et de Clémenceau : « Le Boche paiera », même si cette fois-ci, il n'y a aucune force politique ou militaire qui puisse appuyer cette revendication.

Si Helmut Schmidt refuse cependant de payer la note comme il l'avait proclamé à la cantonade lors de son investiture comme chancelier, alors les conséquences n'en seront pas moins désastreuses pour Bonn. Les mesures protectionnistes risquent alors de s'étendre de l'Italie et du Danemark à la France, la Grande-Bretagne, voire d'autres pays encore. L'effet cumulatif de ces mesures et des mesures de rétorsion qu'elles provoqueraient, porteraient un coup décisif au pilier unique de la « prospérité » du capitalisme ouest-allemand : l'essor des exportations (sur le marché intérieur, les

E COMMUN RISE

Italie et au Danemark. Elle s'est exprimée de la manière la plus dramatique par l'incapacité dans laquelle se sont trouvés les gouvernements des pays membres du Marché Commun d'élaborer une position commune face à la « crise du pétrole » et de négocier d'un commun accord avec les pays exportateurs de pétrole.

Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt

ventes à la consommation sont déjà en repli caractérisé).

Les partenaires de la RFA réussiraient donc à coup sûr à exporter la récession en Allemagne occidentale, si celle-ci n'exporte pas ses réserves de change vers ses voisins. La récession crée une crise sociale grave. La pression pour qu'on l'absorbe en ouvrant largement le robinet de l'inflation du crédit deviendrait irrésistible. Mais l'inflation pour résorber la crise, c'est le déficit de la balance des paiements et la disparition des réserves de change. On voit le dilemne.

LE ROLE DE L'ETAT DANS LA CONCURRENCE INTER-IMPERIALISTE

On a quelquefois reproché à cette analyse qu'elle faisait des concessions au mirage kautskyste de l'« ultra-impérialisme ». Puisque nous affirmons que plusieurs puissances impérialistes européennes pourraient « fusionner pacifiquement », sans qu'en réalité l'une d'entre elles absorbe les autres par la force, comme l'impérialisme allemand a essayé de le faire pendant la première et la seconde guerre mondiale, et les impérialistes français et britanniques au lendemain des deux guerres, ne postulerions-nous pas la possibilité d'une transcroissance pacifique des contradictions inter-impérialistes, au lieu de leur exacerbation ? N'est-ce pas là la caractéristique principale de la théorie de Kautsky, contre laquelle Lénine s'acharne à la fin de son ouvrage sur l'impérialisme ?

En réalité, nos adversaires font preuve ici d'un schématisme formaliste et vide de la pensée, qui frôle le sophisme et se situe à mille lieux d'une appréhension dialectique de la réalité objective. Ce que Lénine oppose à Kautsky, c'est la thèse d'une aggravation et non d'une atténuation des contradictions inter-impérialistes **prises dans leur ensemble**, mais pas l'aggravation des contradictions entre chacune des puissances impérialistes individuelles. Nous croyons que la thèse de Lénine reste absolument correcte et conforme aux évènements. Les contradictions inter-impérialistes s'aggravent au lieu de s'atténuer, ce qui s'inscrit en faux, soit dit en passant, non seulement contre la théorie de l'ultra impérialisme mais encore contre la théorie du super-impérialisme nord-américain qui écraserait de son poids tous ses concurrents réduits à l'état de satellites purs et simples.

Lénine n'a jamais avancé la thèse selon laquelle la concurrence inter-impérialiste devrait nécessairement jouer entre une nombre à tout jamais égal de puissances impérialistes. De sa vie même, il a assisté à la disparition de deux grandes puissances impérialistes, la Russie tzariste renversée par la Révolution d'Octobre et l'Autriche-Hongrie démantelée par la défaite de 1918. Affirmer qu'une fusion entre un certain nombre de puissances impérialistes est impossible « vue l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste », c'est perdre de vue que cette fusion peut précisément être provoquée par cette aggravation elle-même.

Prenons l'exemple récent de la « crise du pétrole ». Elle a provoqué une ruée générale vers les sources non seulement du pétrole et de l'uranium, mais de toutes les matières premières dites rares, de la part de tous les grands trusts du monde. La manière dont les gouvernements des différents pays impérialistes ont manœuvré et manœuvrent encore pour faciliter la tâche à « leurs » trusts confirme une fois de plus de manière admirable la justesse de la théorie de Lénine de l'impérialisme et de l'Etat. Mais il est évident que plus un Etat est politiquement, militairement et financièrement puissant, plus il peut faciliter cet accès de « ses » trusts aux sources de matières premières. Or il se fait que, si l'Etat ouest-allemand est financièrement puissant, et si les Etats français, britanniques et italiens le sont moyennement, ils sont, pris séparément, faibles politiquement et quasi-inexistants militairement. L'Etat japonais, aussi très faible militairement, compense au moins partiellement cette faiblesse par une grande concentration de puissance politique, et une capacité de manœuvre et de décision rapides qui en découle.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Dans la ruée vers les matières premières rares, d'octobre 73 à avril 74, les trusts américains et japonais ont marqué d'importants points aux dépens des trusts européens.

On comprend dès lors la portée véritable de la discussion théorique. Le « révisionnisme » n'est pas dans notre camp, mais bien dans celui de ceux qui s'opposent à notre thèse en matière d'interpénétration européenne des capitaux. Car ce qu'ils sous-entendent en réalité, c'est l'incapacité (ou pire encore : l'absence de volonté) des grands trusts européens à défendre leurs intérêts dans la lutte de concurrence inter-impérialiste, à l'aide d'instruments étatiques à la mesure de cette lutte. Et qu'est-ce que cette théorie implique sinon un alignement de ces trusts sur les intérêts américains, c'est-à-dire la thèse de l'ultra-impérialisme (ou de sa variante « super-impérialiste ») ?

Par contre ce que nous affirmons, c'est que les contradictions ou conflits inter-impérialistes s'aggravent et s'exacerbent entre les trusts américains, japonais et européens. C'est pour cette tendance qu'il y a tendance à long terme à l'interpénétration européenne des capitaux, et à la création d'un super-Etat impérialiste en Europe. **Ce sont là des armes indispensables pour les trusts européens pour conserver des chances de succès dans une lutte de concurrence exacerbée.**

En suivant ce raisonnement nous ne sacrifions nullement au mythe de la « territorialité ». Ce sont qui polémiquent avec nous qui au contraire opèrent avec l'abstraction des « trusts établis sur le territoire de la France, de la RFA, etc. » en oubliant qu'entre les trusts américains et les trusts européens, des contradictions d'intérêts irréconciliables se précisent et que l'Etat bourgeois ni neutre, ni un « arbitre au dessus de la mêlée » dans ces conflits-là.

Ou bien il défend avec tant soit peu d'efficacité les intérêts des trusts européens (c'est-à-dire PHILIPS, SIEMENS, I.C.I., HOESCHT-BAYER, PECHINEY, SAINT-GOBAIN, FIAT, ROYAL-DUTCH, BP, THYSSEN, DAIMLER-BENZ, etc., ainsi que les capitaux financiers qui les sous-tendent), et alors, la question suivante se pose : **quel** instrument étatique **peut être l'arme la plus efficace** dans cette concurrence inter-impérialiste aggravée ?

Ou bien on conteste que ces groupes, soit désirent, soit sont capables de se doter d'un Etat pour les défendre contre l'impérialisme US (les arguments dans ce sens sont d'ailleurs d'une faiblesse extrême et ne s'appuient sur aucune preuve empiriquement démontrable), et alors on en revient, qu'on le veuille ou non, à la thèse de l'ultra-impérialisme kautskyen, ce qui est « commun » ENTRE TOUS LES TRUSTS PRENANT LE PAS SUR CE QUI LES OPPOSE...

L'INTERPENETRATION EUROPENNE DES CAPITAUX SE POURSUIT

Pour juger de l'avenir du Marché Commun, il convient donc de se défaire de tout impressionnisme superficiel et de courte vue. Il faut saisir ses tendances à long terme, tant sur le plan économique et social que sur le plan politique, ainsi que les contradictions qu'elles contiennent. Pas plus qu'il ne fut juste d'affirmer hier, à la légère, que l'intégration économique de l'Europe capitaliste était devenue « irréversible », il ne faut pencher aujourd'hui hâtivement vers la conclusion inverse que le Marché Commun est en train de se décomposer ou qu'il est déjà décédé.

Malgré l'échec du mariage FIAT-Citroën (qui pose d'ailleurs la question d'une fusion Citroën-Renault ou Citroën-Ford, car le plus faible des trust européens de l'automobile ne semble pas être capable de traverser de manière autonome la crise actuelle de l'industrie automobile internationale : malgré la crise des institutions de la CEE, l'interpénétration européenne des capitaux se poursuit. Devant la passivité des gouvernements bourgeois et le désarroi des institutions « communautaires », le grand capital financier européen, lui, ne cesse d'agir. Et ses actions vont pratiquement toutes dans le sens d'une interpénétration européenne de plus en plus poussée des capitaux.

La « crise de l'énergie » a ainsi fait surgir une nouvelle société financière européenne, à côté des nombreux groupes financiers bancaires communs créés au cours de la dernière décennie. La Banque de Paris et des Pays-Bas, la Société Générale, la Schweizerische Kreditanstalt, la Midland Bank, la Amsterdamer-Rotterdamer Bank, la Société Générale de Banque (Belgique) ont créé la **FINERG**, qui a pour but de faciliter le financement de grands projets d'investissements dans le domaine de l'énergie : création de centrales nucléaires, forages de pétrole dans la mer du Nord, recherche de nouvelles formes d'énergie, etc.

Il s'agit d'un projet qui confirme, une fois de plus, la logique économique à long terme qui préside à l'interpénétration européenne des capitaux : l'impuissance croissante des trusts « nationaux » même les plus forts, à trouver les capitaux et les assises matérielles pour entamer quelques-uns des projets technologiques d'avant-garde, sans la réalisation desquels la course de concurrence avec l'impérialisme US et l'impérialisme japonais sera irrévocablement perdue.

Dans les négociations avec les pays semi-coloniaux, comme dans celles aves les Etats ouvriers bureaucratisés, les grands trusts monopolistiques européens réclament à grands cris un appui gouvernemental « européen » qui soit de taille à leur faire décrocher des morceaux de choix. Si la diplomatie américaine a décroché pour les Rockfeller et Cie une rentrée spectaculaire sur la marché égyptien, la diplomatie européenne, quand à elle, a marqué des points incontestables en Union Soviétique, au Maghreb (aciérie et automobile contre gaz naturel), en Afrique noire et au Brésil.

La cause est donc loin d'être entendue. Plus que jamais, l'avenir du Marché Commun dépend de l'issue d'une bataille entre des forces économiques, sociales, politiques vivantes, c'est-à-dire de certains rapports de force et non d'une quelconque fatalité ou de quelconques « lois d'airain ».

Dans cette empoignade d'intérêts réels, et matériels, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier doivent avant tout conserver leur autonomie politique, et ne s'identifier avec aucun des groupes bourgeois en lice. Ni « l'intérêt national », ni « l'idéal européen » ne sont aujourd'hui autre chose que des masques dont s'affublent des groupes capitalistes divers, cherchant à amener les travailleurs à abandonner une défense résolue des leurs propres intérêts contre ceux du Grand Capital.

Ceux qui s'opposent à l'interpénétration européenne des capitaux et à la création d'un « Super-Etat » européen au nom de la défense de la « souveraineté nationale » d'Etats bourgeois existants, s'identifient avec des intérêts capitalistes conservateurs et rétrogrades qui chercheront inévitablement à sauver la mise (notamment à l'aide d'une politique d'austérité, de déflation et de protectionnisme) en réduisant le pouvoir d'achat et le niveau de vie de la classe ouvrière.

Ceux qui prônent la « riposte européenne » devant le « défi américain » et qui réclament un « Etat européen » pour « damer le pion aux multinationales » opposent en réalité aux visées des multinationales **américaines**, le projet de renforcement des **multinationales européennes**. La classe ouvrière n'a aucun intérêt à renforcer son propre ennemi de classe, ni à supposer que des super-trusts européens sont plus « libéraux » et plus « réformistes » que les super-trusts « nationaux » ne le sont aujourd'hui.

La crise du Marché Commun exprime, à sa manière, l'incompatibilité croissante entre l'expansion des forces productives et la survie de l'Etat national bourgeois. A cette incompatibilité, nous opposons une seule solution historique : les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Pour aboutir aux Etats-Unis Socialistes d'Europe, il faut préparer la classe ouvrière à saisir chaque affaiblissement décisif de sa propre bourgeoisie, chaque crise pré-révolutionnaire aigue, en vue de créer une véritable situation révolutionnaire, en vue de lutter pour la prise du pouvoir. La révolution socialiste est encore possible à l'échelle d'un seul pays. Elle n'est même possible, pour le moment qu'à cette seule échelle, vu le développement inégal des rapports de force entre les classes, vu aussi la nature encore nationale de l'appareil d'Etat et de l'appareil de répression.

Mais en même temps, l'internationalisation croissante du capital (du « patronat » au sens le plus immédiat du termë impose aux travailleurs et aux organisations ouvrières européennes une tâche croissante de concertations, d'alliances et d'actions communes à l'échelle européenne, même pour les négociations salariales. Ainsi se développe petit à petit une lutte de classes internationale à l'image de l'organisation iternationale du capital. Les révolutionnaires ne sont pas seulement partie prenante de cette lutte de classes internationale. Ils doivent en être les promoteurs les plus lucides, les plus énergiques et les plus entrprenants, multipliant les initiatives de contacts et de collaboration au niveau des délégués d'usine et des militants syndicaux combatifs, d'entrprises du même trust multinational ou de la même branche d'industrie dans différents pays européens.

La combinaison des deux phénomènes, les crises révolutionnaires éclatant d'abord au niveau national, les luttes ouvrières s'étendant petit à petit à l'échelle internationale, comporte une dynamique d'interaction progressive des crises révolutionnaires à l'échelle européenne, qui sera d'une qualité supérieure à celle de la période 1917/1920, de la période 1934/1938 ou de la période 1944/1947. C'est ce qui rend le programme des Etats-Unis Socialistes d'Europe non seulement objectivement nécessaire, mais encore pratiquement réalisable et, de manière croissante, crédible aux yeux de l'avant-garde large d'abord, des masses laborieuses dans leur ensemble ensuite.

Ernest MANDEL

(1) Cet article a été écrit avant la récente signature de l'accord Citroën-Peugeot.

LE CAP DES 2000

Valéry Giscard d'Estaing s'est accordé une semaine de réflexion sur les problèmes de l'armée. Pour la majorité des bidasses, le temps n'est plus aux hésitations. Leur choix est fait et Giscard peut lire leurs revendications dans « l'Appel des 100 », signé aujourd'hui par plus de 2 000 d'entre eux. C'est pour les faire aboutir que, de plus en plus massivement et collectivement, les soldats signent ce manifeste, jetant bas la sacro-sainte obligation de réserve.

Certes, comme se plaisent à le répéter les généraux interviewés ici et là, les 200.000 soldats du contingent n'ont pas tous signés loin de là. L'abrutissement et l'isolement renforcés par la vie de caserne, l' « information » triée sur le volet, la menace quasi-journalière des perquisitions et des interrogatoires de la Sécurité Militaire, la répression qui s'est abattue sur certains signataires sont autant d'éléments pour limiter de toute façon le nombre des signataires.

Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui frappe maintenant c'est le caractère massif des signatures dans chaque caserne. **C'est au minimum par groupes de 30, 50, ou même plus que les appelés signent dans une même caserne. C'est un** courant de masse **qui s'y dégage dans la plupart des cas. L'exemple du 2e RIMA du Mansoû 250 soldats avaient signé, a fait tache d'huile : 230 à Provins, 92 à Amiens, une centaine dans une base aérienne près d'Aix en Provence et maintenant 280 SOLDATS AU 41e RI de la LANDE D'OUEE près de Rennes, ont signé l'appel des cent, sur 800 que compte la caserne.**

Mais gare à l'optimisme béat ! Aucune victoire décisive n'est encore remportée. Et la poudre aux yeux que va jeter Giscard après sa « semaine de réflexion » doit nous inciter à la vigilance et à l'action. Plus que jamais l'heure est à la solidarité de tous les antimilitaristes civils et de l'ensemble du mouvement ouvrier avec les soldats victimes de la répression !

Plus que jamais l'heure est au soutien actif aux justes revendications des soldats !

L'unité des travailleurs et des soldats reste le seul garant de la victoire.

EST FRAN

la signification politi
de l'appel des cent

On n'a pas fini de parler de l'appel des 100, déjà devenu l'appel des 2000 ! L'agitation dans les casernes, qui se manifestait déjà depuis quelques mois avec ampleur au travers des comités de soldats, s'est cristallisée sur ce texte qui donnait au mouvement un cadre national, et une possibilité de jonction avec les milieux civils, politiques ou syndicaux, qui étaient prêts à s'engager dans des actions de solidarité.

La conjoncture politique, avec l'élection de Valéry Giscard D'Estaing a fait de l'appel des 100, aux yeux de tous, un des éléments significatifs de la « crise » et du « malaise » de l'armée. Le texte de l'appel des 100, revêtu de ses 2000 signatures, apparaît aux yeux du public comme une espèce de charte politique rassemblant les revendications des appelés, tant il est vrai, comme le disait le dernier Rouge, que les 2000 qui se sont engagés, témoignent pour des milliers d'autres qui en pensent tout autant et sont prêts à prendre la relève si l'occasion s'en présente.

DU COTE DE LA HIERARCHIE MILITAIRE... ET DU POUVOIR

Pour la hiérarchie militaire, le phénomène est tout bonnement intolérable. La lettre au « Monde » du général de Lassus Saint Geniès, ainsi que la récente intervention du général de Boissieu, chef d'état major de l'armée de terre, reflètent clairement, à l'usage des civils, les sentiments percutants de l'encadrement, autrement sensibles pour les appelés signataires.

Le général de Boissieu ne l'a pas envoyé dire : pas question de discuter sur le fond l'une ou l'autre des revendications : toute pétition est contraire au règlement militaire, un point c'est tout. Et il faut sévir. Le terme même de pétition, pour ces tenants du pouvoir autocratique, a une petite odeur de mutinerie ; et importunés par cette odeur, les galonnés retrouvent les réflexes de Pétain face aux mutins de 17 : sévir d'abord contre les « meneurs », il n'y aura plus de problèmes après.

Nul doute que cette manière de voir est partagée par un Debré, par un Massu, et en général par les chefs d'états major des partis politiques de la majorité présidentielle. Giscard d'Estaing compris. L'attitude de Poniatowski envers le mouvement des prisons peut se transcrire exactement pour ce qui concerne le mouvement des appelés : **« D'abord, que les braillards se taisent, et que tout rentre dans l'ordre grâce à la répression. Ensuite on verra à octroyer quelques petites mesures. Mais surtout, n'oubliez pas qu'il est permis de tirer à vue sur les mutins qui s'échappent ».** Traduisons : attendons d'abord que tous les meneurs soient au trou. Ensuite on augmentera la solde d'un ou deux francs par mois. Ainsi se dégage la philosophie de la répression d'un gouvernement qui n'a pas grand chose à envier à Marcellin, qui se montre simplement plus démagogique. Ce n'est pas la carotte et le bâton. C'est la poudre aux yeux et la prison.

Cependant le caractère massif du mouvement rend délicat l'isolement des « meneurs » et la chasse aux « responsables ». Certains officiers commencent à se rendre compte que ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait baisser la fièvre ; et l'Appel des 100 est bien révélateur de la température du contingent. Il y a gros à parier que si les 100 en question n'avaient pas pris l'initiative de l'appel, le mécontentement des bidasses se serait manifesté d'une autre manière. Le Nouvel Observateur exagère très certainement en écrivant que le mot d'ordre au ministère de M. Soufflet est devenu : « traquons plutôt la connerie que les gauchistes ». Il ne s'agit là que d'une position bien minoritaire dans la hiérarchie militaire. Et c'est un programme bien trop considérable pour être réalisé par quelques individus.

Si aujourd'hui la répression semble marquer le pas, ce n'est certes pas par manque de volonté, c'est qu'à notre avis, la Sécurité Militaire craint de faire un faux pas en sévissant trop ouvertement, alors qu'elle ne sait pas en quel sens Giscard d'Estaing va manier la démagogie. L'autre élément qui joue est la prise de position, inattendue pour la SM, des réformistes, et du PCF en particulier. Mais si les trente jours d'arrêt ne tombent plus à la même cadence, les tracasseries, les intimidations, les tentatives pour extorquer des « renseignements » vont évidemment bon train.

LA POSITION DU PCF

Le PCF sectaire et hostile dans un premier temps, a senti, vraisemblablement sous l'influence des JC, qu'il ne pourrait pas maintenir ni justifier son hostilité sans perdre une partie de son influence dans la jeunesse, et particulièrement chez les jeunes appelés.

C'est pourquoi un certain nombre de prises de positions, en solidarité avec les signataires, ont fait évoluer la situation au début de juillet.

Nous nous félicitons de cette évolution, qui a incontestablement pesé dans le sens d'une atténuation de la répression, et qui facilite, par exemple, les prises de position syndicales, voir de véritables campagnes régionales (cf. les cas de Rotman et Tornon). Les prises de positions syndicales revêtent une importance extrême, avec l'Appel des Cents, il a été possible pour la première fois depuis longtemps à cette échelle, de joindre l'anti-militarisme et le mouvement ouvrier, dans une pratique concrète de soutien.

Nous ne nous faisons aucune illusion quant au fond. La ligne démocratique du PCF, orientation irréversible, lui interdit de dépasser la solidarité, jamais le PCF n'organisera les appelés sur une base de lutte contre l'armée bourgeoise : ce serait reconnaître la nature de classe de l'Etat, et une telle action serait en contradiction formelle avec sa volonté réformiste de transformer graduellement le pouvoir d'Etat. La pression impatiente de certains JC, la nostalgie de certains militants qui regrettent les actions plus dures menées par le passé, sont une chose, la ligne politique en est une autre qui pèse d'un poids beaucoup plus grand.

C'est pourquoi il nous faut être extrêmement offensifs avec les militants du PCF sur ce point. Il nous faut leur dire :

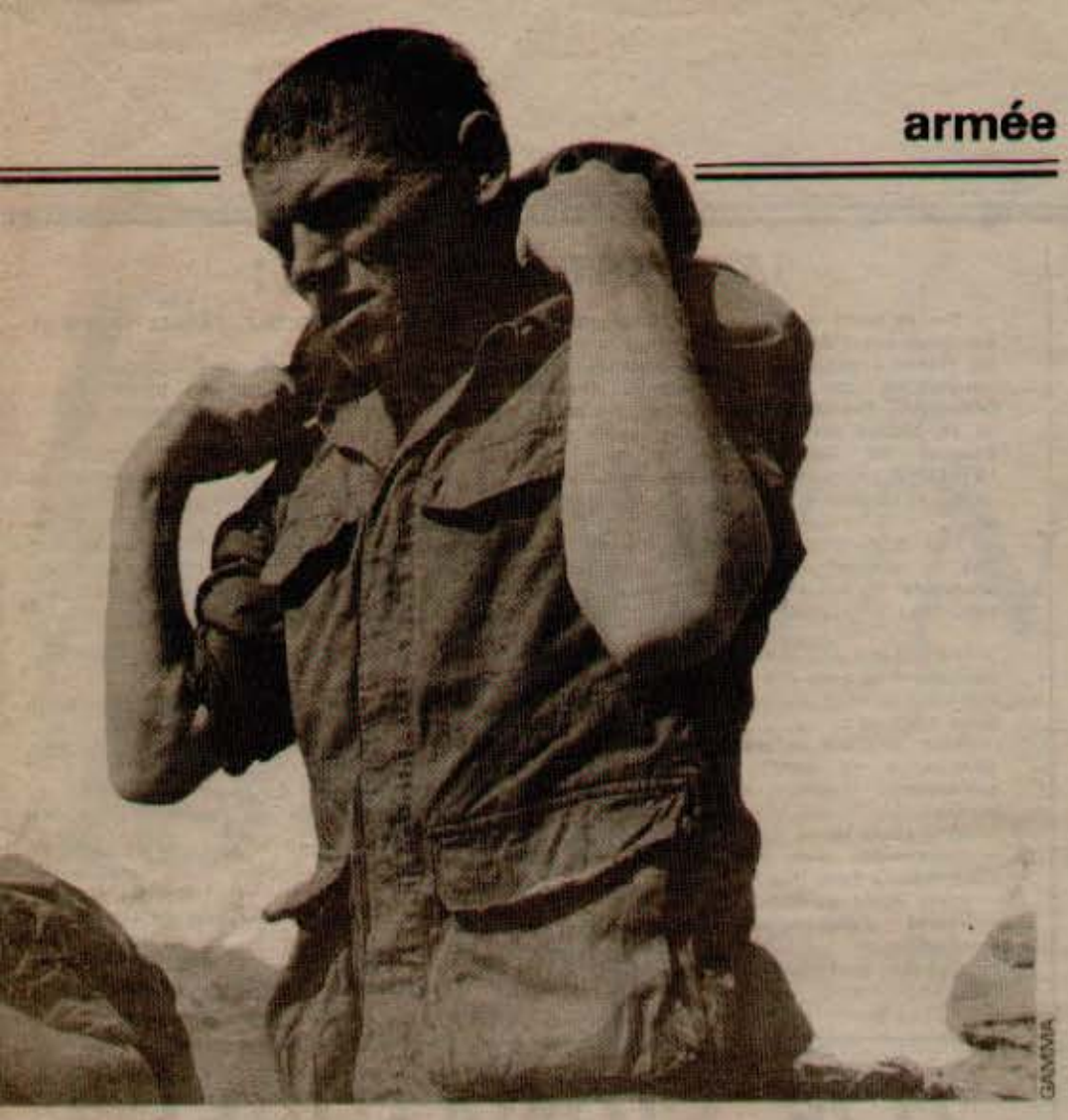
« Vous jouez les filets de récupération. C'est bien. C'est très bien. Merci pour les signataires, certains militants du PC ont signé à titre individuel. Très bien. Mais vous continuez à concevoir l'armée comme un réservoir d'électeurs jeunes dont il faut soutenir les revendications démocratiques, et non comme un instrument de l'appareil d'Etat qu'il faut briser. De mauvais esprits remarquent que vous vous intéressez aux bidasses au moment même où Giscard instaure le vote à 18 ans.

C'est déjà pas mal de tendre des couvertures pour que ceux qui tombent ne se fassent pas trop mal, mais irez vous au feu, non pas en tant qu'individus, mais en tant que parti ? ».

La conséquence logique d'une prise de conscience sur ce point ne peut être qu'une rupture avec la ligne politique du PCF, qui, elle, n'évoluera certainement pas sur un point précis. C'est une chose de poser la question d'une armée « démocratique » dans le civil. C'en est une autre de prendre directement des responsabilités d'organisation active dans le contingent, parce que ça, c'est enfreindre les lois. Et ça ne se fait pas. Si on assiste ici et là à un début de structuration de militants du PCF dans l'armée, nous croyons observer que c'est essentiellement pour préserver les jeunes qui risqueraient de se polluer au contact des comités de soldats, voir du FSMAR. Et il ne s'agit que d'exemples isolés pour l'instant.

D'autre part, certaines instances, certains militants du PCF se crispent sur leurs positions antérieures, et refusent de voir autre chose dans l'appel des 100 que de l'aventurisme gauchiste, et ils font très grise mine aux motions de solidarité. Il faut les mettre en contradiction avec les prises de positions favorables aux signataires.

Il n'en reste pas moins que dans l'ensemble l'évolution du PCF va le placer dans une contradiction : s'il développe, même dans le cadre du programme commun, une agitation civile sur l'armée, s'il tolère ou encourage la signature de l'appel selon les cas, il lui faudra expliquer à ses mili-



NCHI !

que

tants pourquoi il ne va pas plus loin et particulièrement pourquoi il ne crée pas un mouvement de bidasses pour les revendications démocratiques. On imagine très mal qu'il le fasse, alors qu'il n'a même pas voulu, pendant les présidentielles, créer des comités (civils !) sur la base du programme commun !

L'APPEL DES CENTS ET LES CRITIQUES D'EXTREME GAUCHE

Les prises de position du PCF nous sont imputés comme pêchés de réformisme par certains militants d'extrême-gauche, qui nous reprochent d'avoir soutenu un catalogue de revendications « démocratiques » plutôt que d'avoir attaqué « de front » l'armée bourgeoise. Nous avons entendu des réflexions du genre : « Pas étonnant que le PC soutienne l'appel des 100, c'est son programme ». Le tout avec la moue dédaigneuse qui convient.

D'abord qu'il soit bien clair que nous n'assumons pas la paternité de ce texte, que nous avons, il est vrai, été parmi les premiers à soutenir, comme le Monde le rappellait il y a peu. Ensuite, nous n'éprouvons aucune gêne, bien au contraire, à constater qu'un certain nombre de militants du PCF ont signé l'appel. Cela nous confirme plutôt dans l'idée que nous avons bien fait de le publier alors que tous les journaux, y compris l'Huma, bien sûr, en refusait la publication.

Enfin, il faudrait lire attentivement le texte de l'appel. Toute la dernière partie, concernant les droits démocratiques, l'exercice de l'activité politique d'une part, et d'autre part, la disparition des juridictions spéciales et la dissolution de la Sécurité Militaire, regroupe des revendications strictement inacceptables dans le cadre actuel de l'armée française. La Sécurité Militaire le sait bien, qui tente d'obtenir, en vain, que les signataires se désolidarisent des deux derniers paragraphes.

D'autre part, nous ne sommes jamais partisans de la politique du pire. Et si la publication de l'appel des Cents pouvait contribuer en quoi que ce soit à l'amélioration de la situation matérielle des appelés (solde, permissions) nous nous en féliciterons tout simplement. Ce serait une fois de plus la preuve que même pour obtenir des réformes, il faut parfois une action outrepassant la légalité.

Ce que ses détracteurs d'extrême gauche ne comprennent pas, qui tiennent l'Appel des 100 pour un ensemble de revendications anodines, c'est que la moindre ouverture des casernes sur l'extérieur (permissions plus fréquentes, augmentation de la solde qui donne plus de possibilités aux appelés...) désenkyste la jeunesse sous les drapeaux, la rapproche de ses milieux d'origine (ouvrier, paysan, étudiant), et partant, des terrains où se déroulent la lutte des classes et les luttes de la jeunesse.

N'oublions pas, par exemple, que la mesure prévoyant l'incorporation loin du domicile date de la répression des manifestations de vignerons de 1907, qui avait vu le 17ème d'Infanterie, constitué de fils de viticulteurs, passer du côté des manifestants. Une victoire, même partielle, sur ce point signifierait quelque chose, même si, fondamentalement, rien ne serait changé à la nature du système d'oppression que constitue l'armée, évidemment.

Enfin, ces critiques témoignent d'une méconnaissance profonde de ce qu'est l'état d'esprit des appelés aujourd'hui et de ce que peut être le travail de masse à l'armée.

Dans ce milieu où les droits démocratiques n'existent pas, les revendications portant sur les réunions, sur l'information libre, sur la liberté d'expression politique totale, correspondent à la fois aux désirs des appelés et à des éléments d'un programme transitoire, parce qu'il est impossible qu'une armée bourgeoise tolère en son sein, par exemple, des cellules communistes révolutionnaires intervenant ouvertement, sans être dans un état de décomposition avancée, qui est un des signes de la maturité de la crise révolutionnaire (révolution russe, révolution allemande).

Le débat est en train de tourner à la confusion des phraseurs qui parlent d'« attaquer l'armée bourgeoise de front », sans trop dire comment. L'appel des 100 a permis justement et heureusement de dépasser le stade des pétitions de principe, du style « à bas l'armée bourgeoise » ou « à bas l'armée de guerre civile », qui ne témoignent que de la conviction de ceux qui les font, pour ancrer, de manière significative déjà bien que très insuffisante, l'anti-militarisme révolutionnaire dans des milieux et des couches de jeunes qui n'ont pas eu l'occasion, dans le civil, de prendre conscience de ces problèmes.

En avant vers les 2000, vers les 3000 signatures ! L'appel des 100 est un premier pas vers l'organisation du contingent en riposte à l'oppression qu'il subit !

le 10 août 1974

SOLDAT ROTMAN ROMPEZ !

interview

Nous publions une interview de notre camarade Pierre ROTMAN. Muté de Nancy à Sète, puis de Sète à Montpellier, mis aux arrêts de rigueur, Rotman était considéré par la hiérarchie militaire comme un de ces « meneurs » à l'origine de l'appel des cent. Au point que, déjà muté à Sète, Rotman était accusé de faire circuler au même moment à Nancy une pétition des soldats protestant contre les mesures le frappant ! Ce dangereux meneur n'est plus à l'armée. Mais, apparemment, les signatures continuent à affluer.

Tu as été sanctionné de 30 jours d'arrêts de rigueur pour le motif 308 : « Avoir entraîné ses camarades à présenter une pétition contre le service ». Or, pour riposter à l'écho que rencontre dans les casernes l'« Appel des 100 », la hiérarchie militaire affirme que la plupart des signataires ont été abusés et manipulés par une poignée de meneurs. Qu'en penses-tu ?

J'ai été victime en effet de la théorie du complot. La plupart des gradés ne conçoivent pas le monde des appelés autrement que comme manipulé par **« quelques individus à la conscience élastique, qui montent en épingle des petites questions de détail », (« il y a toujours des petits défauts à corriger »...)** pour dresser le contingent contre les cadres. Ainsi au 26ème RI à Nancy, après qu'une trentaine de signatures de l'Appel soient parues dans Rouge, j'ai été immédiatement considéré comme le meneur aux ordres de M. Jean Paul Sartre. Mon capitaine était absolument persuadé que Sartre avait rédigé l'appel des 100, bien que d'habitude, il **« aît un style beaucoup moins équilibré et beaucoup plus virulent »**. Et, poursuivant : **« Je ne comprends pas dans quel esprit M. Sartre a rédigé ce texte, car il y là dedans des revendications qui sont acceptables, comme les transports gratuits, mais les deux derniers paragraphes sont inacceptables : la dissolution de la Sécurité Militaire, et la liberté d'expression. Vous ne vous rendez pas compte : c'est la destruction de l'armée ! »...**

Ainsi pendant les jours qui ont suivi l'apparition des signatures, tous les signataires ont été interrogés, les enquêteurs s'intéressant essentiellement à l'aspect policier :

« Comment avez-vous eu le texte ? »

« Comment avez-vous fait pour signer »

« N'est-ce pas que c'est Rotman, on le sait... », etc.

Des pressions importantes ont été exercées sur certains pour qu'ils se rétractent en affirment que je les avais obligés à signer. Cette enquête a été un échec complet pour la hiérarchie, tout simplement parce que sa théorie du complot est absurde. Les signataires de l'appel ont signé spontanément et avec enthousiasme, parce que le texte dit et réclame ce qu'ils ressentent profondément, et pour manifester leur ras le bol et leur écœurement.

La décision de te sanctionner, a-t-elle été prise localement ou bien s'agit-il de consignes plus générales touchant des signataires de l'appel ?

Je n'ai pas été sanctionné tout de suite, mais d'abord expulsé « manu militari » du 26ème RI et envoyé à Sète, après que le colonel m'ait demandé de lui dire droit dans les yeux **« s'il était vraiment une crevure »**.

J'avais été sanctionné une première fois un mois auparavant, pour avoir signé l'appel, et il était persuadé que j'étais la brebis galeuse, mais que le troupeau restait sain — conviction fondée essentiellement sur mon passé militant.

C'est quelques jours avant ma libération que le colon du 81ème RI à Sète m'a fait part de la demande de sanction faite par le général commandant la division stationnée à Nancy.

J'ai été mis aux arrêts immédiatement après avoir fait appel, de cette sanction, en affirmant que l'enquête avait été menée de façon partiale pour me faire « plonger ». C'était évidemment une façon commode et rassurante pour la hiérarchie nancéenne de conclure l'affaire.

Et c'est probablement ce qui s'est passé dans la plupart des cas où des sanctions ont été prises. Il s'agit d'accréditer la théorie du complot en faisant quelques exemples.

En fait d'exemple, t'avoir libéré au bout d'une quinzaine de jours, n'est-ce pas plutôt une reculade de la part de la hiérarchie ? Que s'est-il passé à Sète ?

Une campagne de solidarité importante a été menée à Sète, parallèlement par les JC et le CDA. Les articles dans la presse locale, des distributions de tracts aux soldats à la gare, des affiches. Une délégation des syndicats et des partis de gauche est venue voir le colon, pour lui demander de mes nouvelles. Le maire communiste de « Ballaruc » a refusé d'assister à une cérémonie marquant le changement de colonel du 81ème RI de Sète. Un jour, un gradé est venu me voir au trou pour me dire que **« j'aggravais mon cas en faisant appel à l'extérieur »**. J'étais très content d'apprendre ainsi qu'une campagne se développait pour me soutenir.

Bref, j'ai alors été convoqué par un général à trois étoiles qui m'a expliqué : **« Ce qu'il y a de gênant avec les gens comme vous, c'est que, à chaque fois qu'une mesure de conciliation est prise en votre faveur, cela est interprété comme une reculade de notre part, nous les forces de l'ordre. Faites-le savoir autour de vous, à vos amis ! »**.

Voilà qui est fait !

Sans rien me promettre, ce général a envoyé mon dossier au ministère en proposant que je sois libéré à la fin du mois.

Dans le même temps, devenu indésirable à Sète (**« Avec vous on a récolté le baton merdeux, on n'est pas responsable de ce qui vous arrive »**, m'a dit un galonné). J'ai été emmené en grand secret à Montpellier dans une école militaire. Là, j'étais en contact uniquement avec des adjudants qui m'apportaient la bouffe du mess des officiers.

Elle est nettement meilleure que la bouffe pour deuxième classe.

De nouveau à Montpellier, une campagne de solidarité s'est développée grâce au CDA, avec un collage sur la ville très remarqué par les gradés.

Sous la pression de cette campagne, avec l'accord du minitère, les autorités locales ont trouvé une astuce pour me libérer en sauvant la face : avancer la date du début de mesarrêts.

Penses-tu que les sanctions qui ont été prises contre toi et d'autres signataires peuvent limiter l'écho de l'Appel des 100 dans les casernes ?

Au contraire ce genre d'affaires a pour premier résultat de faire connaître l'existence de l'appel dans de nombreuses casernes. Cela contribue à augmenter l'écœurement, et la révolte des appelés vis-à-vis de la hiérarchie.

Ce ne sont pas 30 jours de trou par ci; par là, qui empêcheront les soldats de plus en plus massivement de connaître et d'approuver les revendications de l'Appel des 100.

LA SOLIDARITE S'ACCENTUE

Au delà du rideau de fumée de Giscard, la réalité dans les casernes est plus simple et plus claire ; elle a un nom : la répression. Insidieusement commencée sur le thème : « séparer les meneurs gauchistes du reste de la troupe », la répression frappe d'abord des soldats connus pour être des militants dans le civil. Ce fut le cas pour valette, Gallois, Ternon ou Rotman qui, au terme de plusieurs mutations et de 10 jours de rab est enfin libéré.

Au GCR 601 à Achern, la répression frappe dur : Didier TESTU, est condamné à 60 jours d'arrêts de rigueur ; un appelé, libérable en août, attrape 50 jours ; deux autres 30 jours ; un cinquième prend 20 jours d'arrêts. Plus grave encore : 4O appelés prennent 20 jours d'arrêts simples pour avoir refusé de rayer leurs signatures de l'Appel des 100

Au 53ème R^T stationné à Fribourg, François ^RUTAIN, libérable fin juillet est arrêté chez lui, ramené à Fribourg où il doit purger 60 jours d'arrêts de rigueur

A Provins, où 230 signatures ont été recueillies, deux soldats ont été mutés en Allemagne et un autre, A. Pouchet, condamné à trente jours d'arrêts de rigueur.

Dans toutes ces casernes, la SM a entretenu un climat de délation et de chantage particulièrement scandaleux : menace de téléphoner à l'employeur afin que celui-ci refuse de redonner sa place au soldat, tentative de faire signer des « rectificatifs » sous peine de sanction.

Mais face à la colère et à la solidarité du contingent, les armes dont disposent la bête militariste s'émoussent.

- A Provins, une riposte rapide du **CDA** et du **CAM** par distribution de tracts aux soldats a joué pour beaucoup dans la mise en veilleuse des activités de la SM au lendemain de la publication des signatures du 3ème RH.

- A Sète et à Montpellier, l'activité des **CDA** et de la **JC** ont favorisé le relâchement anticipé de ROTMAN.

- A l'occasion de l'incorporation d'août, les actions des différentes organisations antimilitaristes ont favorisé l'unité nécessaire entre les jeunes, les travailleurs et les appelés.

- Le Jeudi 1er août, à l'appel des **CDA, CAM, CSOC**, IDS, et du comité de soutien aux 100, s'est tenue une conférence où plusieurs appelés libérés ont pris la parole. Parmi eux, J-P. Ternon, victime récente de la répression militaire, et le caporal Gallois. Un soldat de Provins expliqua en outre le phénomène massif des signatures dans son régiment et les méthodes policières de la SM.

Dans les jours précédant l'incorporation sur Paris, une grande campagne d'affichage et de bombage décora les murs de la capitale.

Le dimanche 4 août, de 23h 30 à Oh, plus de 200 personnes, à l'appel des **CDA CAM, CSOC, IDS, FCR, OCR !**, PSU, AMR et MDPL distribuèrent des tracts et des journaux aux appelés, marquant leur soutien aux revendications des soldats et leur solidarité face à la répression qui les frappe. Des distributions semblables eurent lieu lundi soir dans les trains en partance gare d'Austerlitz.

Ces actes de solidarité ne doivent pas rester ponctuels et isolés : partout dans les villes, sur les lieux de vacances, bombages et affiches matérialiseront notre soutien aux soldats en lutte !

Multiplions les motions syndicales de soutien !

Organisons la vigilance des travailleurs face à toute répression contre les jeunes sous l'uniforme !

Préparons dans l'unité les initiatives de rentrée pour la victoire des revendications des soldats !

LA SM S'EN VA-T-EN GUERRE

Les méthodes de la Sécurité Militaire, comme nous l'avons dit, ne sont pas forcément payantes. Dans certains cas néanmoins, nous recevons des rectificatifs, qu'elle a très probablement inspirés. C'est le cas pour le 1° RIMA stationné à Quelern où les caporaux BIESLIN Guy et MILOT retirent leur signature ainsi qu'au 8ème RD de Morhancy où les soldats RACAIGNE Lucien, GODIN Marc etDINCHER Joseph font de même

Mais la meilleure est une lettre que nous avons reçue, postée aux armées, signée par une trentaine de soldats du 412èmeBCS « interdisant » de publier leur nom dans Rouge... Après vérification, ces noms n'ont jamais été publiés dans notre presse. Ces messieurs de la SM font décidément bien mal leur sale boulot ! !

RECTIFICATIF

Les chiffres des nouveaux signataires parus dans le dernier Rouge étaient assez fantaisistes, du fait de l'arrivée de nombreuses signatures en dernière minute. Notamment, 18 soldats de Morhange sur 32 avaient déjà vu leur nom publié dans ROUGEn° 258, du 28 juin 1974, comme signataires de la base 901 de Drachenbronn. Une fois tous les comptes refaits, c'étaient 1727 signataires et non 1735 qui étaient totalisés effectivement le 26 juillet 1974.

Les syndicats CGT et CFDT du Centre HOSPITALIER R2GIONAL DE Tours se déclarent solidaires de l'action engagée par les soldats car il s'agit en fait de revendications de travailleurs sous l'uniforme.

Ils s'élèvent contre l'actuelle répression qui sévit dans les casernes. Ils exigent la libération immédiate de tous les emprisonnés qui s'insurgent contre l'utilisation actuelle de l'armée (militants au sein de l'armée, insoumis, objecteurs de conscience).

Les revendications mises en avant par les soldats rejoignent celles déjà exprimées par la CGT et al CFDT :

— liberté d'information, d'organisation et d'expression pour les soldats du contingent,

— libre choix du lieu et de la date d'incorporation entre 18 et 25 ans,

Réduction à six mois de la durée du Service National et rétablissement du droit au sursis,

— solde égale au SMIC,

— gratuité des transports,

— obtention d'une permission hebdomadaire.

Les syndicats CGT et CFDT du CHR décident d'intensifier l'information sur les problèmes de l'armée auprès de leurs adhérents et des travailleurs du CHR. Ils se montrent vigilants, prêts à soutenir à tou moment les actions engagées sur ces objectifs par les soldats de la garnison de Tours.

a l'occasion des élections présidentielles, 100 soldats ont signé un appel aux candidats, un manifeste dans lequel ils réclament les droits démocratiques élémentaires :

— libre choix de la date et du lieu d'incorporation entre 18 et 25 ans

— permissions hebdomadaires de droit

— fin des brimades

— liberté pour les engagés de rompre à tout moment leur contrat d'engagement

- liberté totale d'information, d'expression et de réunion politiques dans les enceintes militaires

— suppression des tribunaux et prisons militaires, ainsi que des corps spéciaux

— dissolution de la Sécurité Militaire.

Mais cet appel des cent a largement dépassé la période électorale. Actuellement, ce sont plus de 2000 soldats qui ont signé ce manifeste.

Au 2ème RIMA du Mans, après discussion et décision collective, ils ont été 200 signataires. Plusieurs d'entre eux ont été mutés ou mis au secret. Ces sanctions arbitraires doivent cesser.

A la base aérienne 114 des Milles, il y a à l'heure actuelle environ 80 signataires.

Après enquête de la Sécurité Militaire, deux appelés soupçonnés d'avoir signé et diffusé ce manifeste ont été sanctionnés par les autorités militaires.

— le sgt GOUTALAND est aux arrêts de rigueur à pour trente jours et doit être cassé de son grade et muté.

— le caporal RANCHON est aux arrêts de rigueur à Salon de Provence et est menacé de sanctions plus sévères.

Nous exigeons la suppression immédiate de toutes les sanctions qui les frappent et l'arrêt de l'enquête de la SM.

Un groupe de soldats de la base
Comité d'Action BA 114

Par manque de place, nous ne publierons que dans le prochain numéro un article sur la réunion du Conseil National de Défense présidé par Giscard et les déclarations de Sanguinetti sur la limitation à six mois du service militaires.

LES OBJECTEURS AUSSI !

Sur le front de l'objection, la répression continue aussi de frapper : pendant le « Tour de France » organisé par les objecteurs de conscience, un des participants, Francis BORGNIAT, insoumis depuis un an, fut arrêté et se trouve actuellement aux arrêts à la caserne de Reims. D'autre part, Eric LETELLIER, insoumis à Rouen, vient d'être arrêté et conduit à la caserne « Vandamme » à Lille.

Ces arrestations multiples n'empêchent pas le combat de continuer, comme en témoigne la lettre ci-jointe d'un objecteur signataire de l'Appel des Cent.

« J'apporte ma modeste contribution personnelle à la liste des signataires de l'Appel des Cent et vous autorise à publier mon nom dans « Rouge ».

Bien qu'étant actuellement objecteur de conscience en service à l'ONF, je suis entièrement d'accord et solidaire sur les points :

— libre choix de la date d'incorporation

— suppression des brimades et des incorporations hors des frontières

— solde égale au SMIC

— liberté d'expression, d'information et d'organisation

— abolition des tribunaux militaires

En tant qu'objecteur, j'ajoute les points suivants :

— abrogation du décret de Brégançon

— durée égale du service civil et militaire

— non à l'arbitraire de la commission juridictionnelle.

Je pense pouvoir apporter les signatures d'un maximum d'objecteurs insoumis ONF ou en service à l'ONF. Il me semble en effet qu'un maximum de signatures à l'Appel de Cent sur sa base minimum est nécessaire, ne serait-ce que par solidarité et même si les problèmes sont un peu différents, car les luttes convergent.

L'appel doit s'élargir à plusieurs milliers de signataires.

Soutien unitaire aux luttes antimilitaristes !

Non à l'embrigadement de l'armée bourgeoise !

Soutien unitaire à l'Appel des Cent !

Ripostons à la répression contre les signataires !

Marc LATOUR
instituteur
membre du PSU
objecteur de conscience
en service à l'ONF
Beauvoir-en-Lyons
76220 GOURNAY-EN-BRAY

2176 SIGNATURES !

Ce sont 449 nouvelles signatures qui nous sont parvenues, ce qui porte le total à 2176 signataires à ce jour. Certains soldats qui ont signé venaient de la classe août 73. Ce n'est pas par calcul que ceux-ci voient leur nom publié seulement maintenant, après leur libération, mais uniquement en fonction de la parution quinzomadaire de ROUGE en août.

41°RI de LALANDE D'OUEE (RENNES)
C/C AMOSSE Dominique, AMAURY Alex, ALLOUARD Michel, AUFFRET Pol, ALLAIN Yves, AMUS Robert, AUBREE, AUTRER Henri.2°CL BRUNETIER Yves, BERNARD Patrick, C/ BOUTEILLE Serge, BARS Jean-François, BELLET Serge, BESSON Claude, BUREAU Michel, BOURIEN, BABIN Jean, BRETAGNE Yves, BERTHIER, BOURGAULT, BARBELIVIEN Alain, BARON Alain, BERHAULT André, BRICET, BRIZAIS Pierre, BESNARD Jean-Pierre, BOUVIER Hervé, BOUSSE Jean-Michel, BARBE, BAZIN, BOUTBIEN, BERNIER, BOURDOIS Bernard, BIHAN Marcel, CLANCHE Christian, CHEVALIER Patrick (73/08), COIFFEC Yann, COSSON Fernand, COUZIC Jean-Charles, COIC Jean Pierre, CANEAU Michel, CAHUE Philippe, COCHENNEC Michel, CHIPOT Jean, CHESNEL Henri, CADY Serge, CANCOUET, CHAUVIN Jacques, CHOLLET Jean-Jacques, CHOTARD, CHALLET Bernard, CHISLOUD Didier, CARDONNEL Alain, COUSIN Denis, COTTIN Jean-Yves, CASTEL Jean, COQUELIN Jacques, CHELLIN Jean, CHOBLET Yves, CHOBLET Alain, CHIRON Rémy, CHENU Bernard, DUVAL Gilbert, DEMAY Alain, DUPONT Bertrand, DEMISSY J-C, DAHYOT Marcel, DECLAYE Gérard, DERIAN Didier, DANIEL Joseph, DEMEURE Patrick, DEFFAINS, DARRIS Gérard, DEMAY Ange, DUPONT Jacques, DESGUES J.C., DUBOST, DESBORDES Serge, DEYTIEUX, DELAMARCHE Christian, DAVID Eric, DELAMARRE Albert, DENARNAUD Gérard, DENOAIL André, DAILLERE Claude, DOUARD Jean-Yves, DUGUET, DEBROISE Alain, DUVAL Didier
ELISABETH, ETESSE
FARDEL Claude, FEREC Serge, FILOUX Alain, FAURAT, FERRE Alain, FOULIARD Daniel, FOURCILLONNE Michel, FOREST, FRESNEL, GUYOMARC'H Yves, GUEGAN Joël, GUIDAL Noël, GUERINEL Jacques, GUYADER Eugène, GODON, GERARD Alain, GARDAN (73/08), GALLIC, GOIFFES, GUYON, GEOFFROY, GUINEL, GUIVARC'H Bernard, GOURDET Guy, GERARD, GICQUEL Rémy, GLEDEL Hilaire, GAOUAC'H Dominique, GESUYS Loïc, GUEGUEN, GAIGNARD Joël, GILBERT Bernard HENRIO Loïc, HERVE Pierre, HARDY Dominique, HARDY Christian, HELLEGOUARCH Patrick, HERVIAUX Michel, HOUSSIN, HEUDES Léandres, HASCOET, HELLEQUIN Daniel
JOULAIN Dominique, JOUIN JF, JOLY Bernard, JELLANE Claude, Jicquel, JACOB Patrick, JOURDAN Michel, JOUIN Thierry, JANNAULT JP, JUDALET Gabriel, JEGU André
KOROTKOFF Didier
LE REST René(73/08), LORONT Jean-Marie, LE ROUZIC Bernard, LE MEUT Joseph, LECUYER René, LEMARCHAND Didier, LELIEVRE Daniel, LECOQ Yves, LAFAIX didier, LE GOFF, LEREVEREND, LA CORDEILLE Paul, LA BOUSSICAULT, LE GALL Bernard, LE SAOUT Michel, LEBRETON Yannick LE MEHAUTE Patrick, LAFOREST JP, LAGRUE Serge, LE ROUX, LE COGUIC, LEPOURREA, LEBATTEUX, LOHAT Jean-claude, LOIT André, LOTTON JP, LOUYER Pierrick, LENORMAND Jean, LAURENT Dominique, LE GOFF Bernard, LE MEN, LE MARECHAL, LADJYN, LECHAUX Patrick, LE POCREAU, LE GUILLY, LHOTELLIER, LECRIVAIN, LETORT Pierre LE GOFF Yves, LAURENT Alain
MAUDET Pierre, MOREL Yves-Marie, MEILLERAY Yvan, MALINGE Henri, MOUCHERE Yannick, MORMIN, MORICEAU Jean-Yves, MERDY Bernard, MAUCA Bernard, MOUSSAY, MEHEUST Pierrick, MAGDELAINE JP, MANDON Joël, MALCINKOWSKI Michel, MOITEAUX Denis, MARCHAND JL, MOIVOISIN Gérard, MALIAS Didier, MOUEZA, MICHEL André Denis, MENGUY Yvon
NUPIN François, NOGUES René, NOUET JM, NICOL NOël, NEVEU Noël, NERO Alain, NEBOR, NOEL, NOUVEL JY, NEVEU Yannick, NEVO Hubert
ONFRAY Bernard, OGER Philippe, PELLENNEC Michel
PIERRARD Luc, PERSIGAND Jean Claude, PELTIER Clément, PARE, PERRIGAULT Patrick, PICART Daniel, BERSON Jean luc, PIRON Roger, PORCHER Patrick, PETITEAU Serge, PINARD Gérard, PIEDVACHE Jean-Yves, PELE, POIRIER Alain, PIOUET Bernard, PERICOT JP, PINEAU Daniel
QUEFFELEC G, QUESNE Patrice
ROUXEL Claude, RIVIER Jacques, ROSELIER Hervé, ROUSSEAU Joël, REBOUX, RAULT Philippe, RENARD, RUELLAND Alain, ROGER Alain
SALLE Marc, SAVIGNY Patrick, SALLIOT Jacques, SECHE Jacques, SAMSON, ST JALMES JeanLuc, SEYEUX Serge, SAUVEE René, SIMON François, SAULNIER, SAMSON, SAUVE Serge, SRISSON François
THEARD Yves, TAHIER, TANGUY Bernard, TRELLUYER Loïc, TEXIER Michel, THEVENET Rolland, TIGER
VELLY jean-Yves, VILLENEUVE JM, VEILLEPEAU, VOYER Michel, VISSET Louis, VILLETTE Laurent, VUTRE Alain, VIGNERON Yves
YMONET

REGIMENT DE SPAHI DE SPIRE (FFA) 73/08
2°CI. BERTHOLIN Gilles, JARRAUD, BARRIOT, CHAILLOU Patrick, ALLIER Daniel, CARLIER Daniel, TERNON Michel, RAVARD Jean-Marc ; 1°/° CI. BOURALY Gino.
1°RT 4°FOG DUPLEIX (Paris)
DUCARRE Yves
ANTENNE MARINE SIRPA (Paris) :
Matelot DUBOIS Laurent. STRASBOURG-ECOLE MILITAIRE : MOCHEE Patrick. BA117-PARIS (73/08) 2°CI ROBIN Guy. 401°BCS-StWENDEL Cal ROUX Jean-Marie. 13°BCA-CHAMBERY : Chasseur MARTIN Jacques. 9°RH-PROVINS : ARNAUD JM. 3°RH-PFORZHEIM : GRIVON Dominique. 26°RI-NANCY(73/08) : BONNET Christian. GCR601-ACHERN(RFA) : 2°CI. CZAJA Michel, DECORNE JP, CONTU Vincent. 73°RA-REUTLINGEN : TOURLLET Michel, AUBARD Michel, GIRE Guy, DESFOUGERES Pierre, ULRICH JP, KLIZ Ch., WELSCH Bertrand, MOTROT Luc, CAPPELLE Patrice, BRULPORT Daniel, MARTEAU Michel, BOLEY Guy, Bg MAVIGNIER André, APELOIG Yves, GOURMELEN André, PELLE Gérard, LAUZIZE Bruno, DEROUET Joël, BOUGUEREAU Yannick, HUMMEL Patrick, LELOUP JP, PELVET Christian, BOUDEAU Roland. BA943 ROQUEBRUNE CAP MARTIN : FRISOT Jacky. OBJECTEUR DE CONSCIENCE FAISANT SON SERVICE A L'ONF (Beauvoir-en-Lyons, Gournay-en-Bray) : LATOUR Marc. 61°Compagnie divisionnaire NANCY : BIRRAUX Marc, BITTNER JF, BLANCHARD Gilles, BOURGETEAU Patrick, BREZAULT JD, CHARRAULT, CHIFFOLEAU, CLEMENT, CRISPPI, DAIN, DELAHAYE, DIMANNO, DESTOROCHES, DUMONT, DEFAUX, GOUTERMAN, JUNKER, KUENTZ, LAVERSIN, LEFEBVRE, LAURENT, LEBRUN, LUCIANI, MARQUIGNON, MONNIER, N'GUYEN, PIERRE, POULLAIN, PRUN, SAIAGH, SPILMANN, VALLEE, SARTON. 41°GEOG BADEN-BADEN(RFA) : BESTOSO Maurice. SECTION GENIE BERLIN : DOUNANTOUSSE Serge. CENTRE ESSAI LANDES BISCAROSSE : Aspirant JP BOUTES. CS7 MACON : BONATO Christian, GRENARD Guy, GRANDPERRET Ch., MORO Paul, GUELAUD, DROTHIER, GRENIER, MORICEAU, BRIDE, GRANDCLEMENT, DROMARD, CARVOYEUR, LOCATELLI, GRAFFT, NAUET, CARBO, SANSALONI Antoine, PUJOLAS Jean-François. BA 114 AIX : ARMAND, AVALLE, AYALA, BACH, BALDINI, BEAUVET, BAUDOUX, BANCEL, BILL, BONNET, BREISSAN, BIDARD, BOYE, BERINCHY, BABALONE, BESSON, CHAIGNEAU cal), C/C CHARVET, AUTHIE, COUTI, CORTES, CONTE, Sgt DISDIER, DOMAISON, DERNAZ, DAILLAN, DIEZ, DATI, DUPRET, ALSAIR, ESPITALIER, FAURE, FOSSET, Cal GADEA, Sgt GUILLEMENT, GUIGUES, Sgt GOUTALAND, JOCTEUR, JOYEUX, LECHANTEUR, Cal MORLA, Sgt MARTIN, MATALLANA, MOULIN-TRAFFORT, PIGANIOL, ORCIERE, PERRET, Sgt POUJOL, POMMIER, ROUET, Cal RANCHON, ROSINE, SIMONETTI, SAMAKH, SIGNORET, SOUSSI, VIARD, WENTZEL, WONNENMACHER, SAUNIER, Sgt AUGE, Sgt GOURDON.

rien n'est règlé

Huit morts parmi les détenus, des dizaines de blessés graves chez les tôlards, des tabassages dans les cellules, l'ordre de tirer à vue sur tous les prisonniers « tentant de s'évader », voilà le bilan des vacances de Poniatowski.

De la fin juillet au début août, plusieurs dizaines de prisons ont connu la révolte. De Clairvaux à Nancy en passant par Loos-les-Lille, Melun, la Santé, jamais le monde carcéral n'avait connu une telle explosion. Jamais non plus la répression n'avait connu une telle ampleur : huit morts. Grâce à une ignoble campagne de presse sur le thème : « qui va payer ? », le second de Giscard n'a pas hésité devant des ignominies comme l'opération portes ouvertes à Loos-les-Lille, véritable incitation à la haine contre les détenus. Il a aussi ressorti de son tiroir la vieille demande de prolongation de la garde à vue de 48 heures. Reculant devant les concerts de protestations, il prenait prétexte de la grève des gardiens pour faire passer dans les faits cette mesure : en transformant le dépôt de la Préfecture de Police en maison d'arrêts. En d'autres termes, les détenus sont restés sept-huit jours entre les mains de la police sans possibilité de consulter leurs avocats.

La grand absent de l'histoire fut sans conteste Lecanuet, personnage fallot vite eclipsé par les matraqueurs de Ponia. Pour les prisons, le régime a choisi la solution du bâton. Un présage, un signe pour l'avenir ! Seulement voilà, le passé a prouvé que les grenades et la matraque ne pouvaient baillonner pour longtemps des détenus qui n'ont, comme seul moyen d'expression que la tribune des toîts des centrales.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA REVOLTE DES PRISONNIERS

Des locaux détruits, des cellules incendiées, des toitures éventrées, des ateliers de travail rendus inutilisables : c'est l'image — la seule — que l'immense majorité de la presse aura donnée de la révolte des prisonniers. « Qui paye » titre **Le Parisien Libéré** ; « matez les prisons » surenchérit **Minute.** Grâce à une campagne de presse bien orchestrée, la population en général et le mouvement ouvrier en particulier ne retiennent qu'une chose de la grande révolte des prisons françaises : le gâchis, la destruction d'outils de travail. Mais il y a plus grave : le silence gêné ou, au mieux, les pleurs hypocrites du mouvement ouvrier devant la répression brutale. Un silence gêné auquel les déclarations de certains syndicats de surveillants donnent cependant une coloration particulière : une approbation tacite de la répression. **« Qui oserait prétendre que l'excessif libéralisme à l'égard des condamnés dangereux a eu pour effet de dupprimer les incidents dans les prisons ? »** demandait A. Pastre, secrétaire du syndicat CGT, le 20 juillet ; **« des alibis scandaleux dont l'origine provient d'une démagogie permanente »** déclarent F.O., la CFDT et la CGT le 22 juillet à propos des réformes pénitentiaires.

L'attitude du mouvement ouvrier ne fait ainsi que renforcer les effets de l'univers pénitentiaire et des campagnes de presse : isoler les détenus de la population, dénaturer leur révolte, accréditer que la société a le devoir **« d'obtenir les protections auxquelles elle a droit »** (Lecanuet, le 22 juillet).

Et pourtant...

Sur les 28 139 hommes et 797 femmes détenus au 1er juillet 1974, l'immense majorité est composée de petits délinquants (en soulignant d'ailleurs que 12 296 de ces hommes et 475 de ces femmes sont en détention dite provisoire). L'immense majorité est composée d'ouvriers et de fils d'ouvriers. Un grand nombre sont des travailleurs immigrés. Ils n'ont certes pas une conscience de classe très marquée. Pour la plupart, même, les délits commis étaient un **échappatoire individuel** à leur situation sociale. Beaucoup affichent un mépris ouvert du travail, jugé dégradant, et n'hésitent pas à considérer l'ouvrier comme un « pauvre con qui se fait baiser par le patron ». Mais à qui la faute ? A eux ou à une société qui fait miroiter en permanence les pièges de la consommation et de la promotion individuelle ? Au point que beaucoup de ces détenus admettent finalement qu'ils **« doivent payer puisqu'ils ont fait une connerie »** : il y a une société, ses règles du jeu et chaque camp doit les accepter.

Il y a des moments où la règle du jeu se détraque : ce sont les révoltes.

Ces révoltes, elles choquent. Ils ont peut-être raison, mais **« pourquoi tout casser »** ? La classe ouvrière reconnaîtra même des revendications qui sont les siennes : le paiement du travail au SMIC, la délivrance de certificats de travail, l'obtention de la retraite pour les détenus et d'un régime de sécurité sociale pour leur famille, l'amélioration des conditions d'hygiène et de médecine... oui, mais **« pourquoi tout casser »** ?

Mais parce que les prisonniers n'ont pas d'autre solution pour se faire entendre. Dans un univers où tout est fait pour couper l'individu, non seulement du monde extérieur mais de ses propres compagnons, où tous les moyens — racisme, encouragement à la délation, apologie de la promotion individuelle — sont utilisés pour monter les prisonniers les uns contre les autres, où les seules lois en vigueur sont celles de la répression, de l'humiliation, du refoulement, on peut soit se résigner, soit hurler. Bien plus, les revendications individuelles seront jetées au panier, les pétitions sont interdites et finissent de toute façon au même endroit. La grève ? Qui en entendrait parler, combien de temps pourrait-elle durer, et gênerait-elle vraiment les employeurs ? Et dans les maisons d'arrêt, le travail ne se fait pas dans des ateliers, mais individuellement, dans les cellules. Ecrire à des juges d'application des peines **« qui n'ont jamais le temps »** ? à des procureurs qui s'en fichent éperduement ? Non. Pour se faire entendre, il n'y a que la mutinerie. Premier geste collectif, le seul qui ne soit pas étouffé par le silence. Oui, ces mutineries ne sont pas populaires. Oui, le bris d'outils de travail choquera beaucoup d'ouvriers. Mais les détenus ont-ils le choix ? Le pouvoir leur offre-t-il d'autres possibilités ? Le mouvement ouvrier, muet sur une des revendications avancées par endroit — le droit d'association — a-t-il le droit de s'ériger en juge et en moralisateur ?

Nous ne faisons pas de ces mutineries la panacée pour détruire la société bourgeoise. Loin de là. Nous ne faisons pas des détenus l'avant-garde de la lutte anti-capitaliste. Loin de là. Les militants du CAP (Comité d'Action des Prisonniers) sont les premiers à insister sur les aspects contradictoires de ces révoltes : pour certains elles seront peut-être un moyen de s'évader ; pour la plupart, la révolte ne signifiera nullement une prise de conscience politique.

Mais une chose est certaine. Ce n'est ni par le silence, ni **à fortiori** par les anathèmes et les appels à la répression que le mouvement ouvrier parviendra à rapprocher les prisonniers du combat de la classe ouvrière. C'est en les écoutant. En admettant que les révoltes sont les premiers gestes **collectifs** contre les règles du jeu de la société bourgeoise.

C'est enfin en comprenant que cette prise de conscience des détenus peut, dans d'autres périodes, être un enjeu considérable : on sait l'utilisation que la bourgeoisie pourrait — moyennant libération anticipée et finances — faire de la population pénitentiaire contre un mouvement ouvrier qui n'aurait pas pris ses responsabilités en temps voulu.

SUCCES DU MEETING DU C.A.P.

Le meeting du CAP (Comité d'Action des prisonniers), le 5 août au Mesnil-Palace à Paris a été un net succès.

Pour la participation : plus de trois cents personnes. Et pour le débat : après une courte introduction de Livrozet et le passage d'un montage diapo, une discussion s'est ouverte, qui a duré plus de deux heures. Mentalité des prisonniers, prise de conscience des détenus, signification des revendications avancées. Tout a été abordé. Et permis aux participants de comprendre la complexité et les aspects contradictoires de ces révoltes.

SOLIDARITE AVEC LE C.A.P.

« On cherche a tout pris à rendre notre comité responsable de tout ce qui se passe actuellement dans les prisons françaises, alors que nous affirmons dans le même temps y être totalement étrangers. Ce qui ne veut pas dire, bien-sûr, que nous ne connaissons pas les motifs véritables de ces révoltes... Une chose est certaine. Si les pouvoirs publics cherchent avec tant d'obstination à nous faire porter la responsabilité de ces mutineries en chaîne, c'est qu'ils continuent encore, comme par le passé à refuser de reconnaitre leur responsabilité et donc à refuser de modifier fondamentalement les causes de ces révoltes ».

C'est ce qu'écrit S. Livrozet dans un numéro du CAP « spécial-révoltes », paru en août. Les militants du comité, sont en effet, depuis le début des mutineries, soumis à une répression qui, quand elle n'est pas ouverte (arrestation de Jean-Pierre Delastre le 3 août devant la prison de Fresnes, inculpé de rebellion et coups à agents, pour avoir pris la parole au mégaphone, et toujours incarcéré) prend la forme de l'inquisition : garde à vue de militants du CAP à Paris, Lyon, Toulouse après des attentats contre le Ministère de la Justice ; sous-entendus insidieux de Poniatowski dans une interview au « Point » cette semaine. La justice s'en mêle également : Serge Livrozet a été condamné à deux mois de prison ferme à Colmar le 12 juillet, pour avoir crié « pourriture de Justice française » au cours d'un procès où il témoignait. Il a fait appel.

Nous affirmons notre solidarité pleine et entière avec les militants du CAP. Non seulement pour le rôle qu'ils jouent — ils ne dirigent pas les révoltes, M. Poniatowski, mais ils leur donnent un autre éclairage que celui du Parisien Libéré et de Minute —, mais également parce qu'ils sont aujourd'hui victimes du procédé cher aux pouvoirs publics : la théorie du « complot » et des « meneurs » (Cf. la répression contre certains signataires de l'Appel des 100). Les animateurs du CAP en prison : ce serait dans l'ordre des choses n'est-ce pas ? Il suffit de préparer dès maintenant l'opinion.

LA REFORME PENITENTIAIRE

Le 29 juillet, face au développement des révoltes, Lecanuet créait des **« missions d'urgence »** dans chaque prison. Le 30 juillet transpirait le projet de réforme qu'il comptait soumettre au Conseil des Ministres du lendemain. Sensationnel à la une : suppression du casier judiciaire, mesures de sûreté se substituant aux courtes peines d'emprisonnement, amélioration des salaires, limitation à six mois de la détention « provisoire », parité des salaires des matons avec ceux des flics. Mais le lendemain, coup de théâtre : la réforme est reportée. Giscard décidant qu'elle devra **« être conduite avec détermination, mais dans le calme »**. Les fuites (?) sur le projet n'ayant pas fait retomber la tempête — les détenus attendant à juste titre qu'on passe des paroles aux actes —, le pouvoir entendait ainsi montrer sa **« bonne volonté » face à l'« irresponsabilité »** des prisonniers. Et puis ça donnait quelques jours de plus pour développer la campagne de presse que l'on sait. Nouveau coup de théâtre le 7 août : le Conseil des Ministres adopte finalement un plan de réforme. Beaucoup moins sensationnel. C'est qu'entre temps, la révolte est largement retombée : une certaine presse et les CRS aidant, le gouvernement a pu donner la répression à plein. Dans le plan adopté, quelques mesures immédiates : détention provisoire limitée à six mois sauf pour les récidivistes et les détenus encourant des peines supérieures à cinq ans. Cela concerne moins de mille prisonniers et, avec les astuces de la procédure, les six mois s'allongent facilement en dix. **« Assouplissement »** du régime intérieur, des visites et des lectures. Mais de quelle portée ? et qui garantira que cessera le libre arbitre des administrations qui, pour « punir » peuvent limiter les parloirs et les libertés.

Et puis des projets. La réforme du casier judiciaire : on verra au printemps 75. De toute façon, il ne sera pas supprimé, mais simplement d'accès plus contrôlé, selon l'appréciation des juges ! La suppression des courtes peines de prison (de quinze jours à six mois) : on verra d'ici deux ou trois ans. Des mesures seront envisagées pour accorder la Sécurité Sociale aux familles des détenus. D'ici combien de temps ? on ne sait pas. Dans l'immédiat, on se contentera de fournir des certificats de travail au détenu.

Du vent. Le pouvoir n'a rien règlé : il n'a pas supprimé les causes profondes des révoltes. Il n'a su que multiplier les manœuvres, le chantage, les pirouettes. Le seul domaine où il s'est montré à l'aise est celui de la répression. Les détenus français hurleront encore.

COLONIES PORTUGAISES

Les luttes dans les colonies portugaises sont à un tournant. Après le changement de gouvernement à Lisbonne et les premières mesures d'accélération du processus de décolonisation. La balle est dans le camp du MPLA, du PAIGC et du FRELIMO.

La bourgeoisie portugaise est à la recherche d'une solution néo-coloniale stable. Elle craint terriblement une déflagration sociale qui verrait l'affrontement des masses africaines, notamment des villes aux groupes de colons soutenus par l'Afrique du Sud. Une telle situation hypothèquerait grandement en effet les intérêts politiques et économiques portugais face aux américains. Spinola n'a pas oublié le Congo Belge.

L'ESSAI DE CONTENIR LES MENEES DES ULTRAS

Voilà pourquoi le nouveau gouvernement a fait démissionner les gouverneurs d'Angola et du Mozambique pour les remplacer par des juntes directement mandatées par Lisbonne Pour couper l'herbe sous le pied des ultras on décida par exemple l'arrêt des relations diplomatiques avec le Malawi et le bouclage de la frontière. Le Malawi, Etat-tampon dont le régime est manipulé par l'Afrique du Sud, est devenu en effet la base de préparation des groupes de mercenaires, la base du sieur Jardim, propriétaire de journal et aventurier milliardaire du Mozambique, lié à l'Afrique du Sud.

Pourtant, ces mesures n'ont pas réussi à stopper l'effervescence ultra. Au contraire :

- **En Angola** : apparaît un **« Front Révolutionnaire Armé »** composé d'Européens, qui se dit favorable à l'**UNITA** (mouvement armé africain manipulé par les Portugais).
- **Au Mozambique** : l'infiltration d'éléments sud-africains continue allègrement et les attentats ultras n'ont pas cessé.

Il est clair que Spinola ne contrôle que très partiellement la situation. Accélérer le processus de décolonisation est devenu pour lui une nécessité impérieuse, avant que le gouvernement portugais ne se trouve dans une situation impossible.

A LA RECHERCHE D'UN CONSENSUS AVEC LES MOUVEMENTS DE LIBERATION

Pour jouer cette carte, il cherche à établir une sorte de consensus avec les mouvements de libération pour une période transitoire, le temps de liquider le danger ultra. Le commandant Seabra, en mission au Mozambique, est parfaitement explicite : **« Bien entendu, nous souhaitons que les administrations provisoires qui seront nommées prochainement comprennent des membres du FRELIMO, mais nous insistons sur le fait que le FRELIMO doit comprendre la nécessité de notre maintien au Mozambique afin d'y garantir la paix »**. Et il ajoute : **« Si un accord était conclu avec le FRELIMO, il faudrait que ce mouvement accepte une présence des troupes portugaises au Mozambique afin de prévenir la formation d'une force réactionnaire de droite »** (Lourenço Marques, le 7 août).

DES BOMBES A RETARDEMENT

Mais il ne faut pas s'y tromper. Une telle politique n'est pas pour autant un aveu de faiblesse de Lisbonne vis-à-vis des mouvements de libération. Au contraire, le gouvernement portugais espère bien que la nouvelle période placera les directions nationalistes dans des contradictions nouvelles et... réduira à terme leurs prétentions.

L'attitude du gouvernement portugais varie d'ailleurs selon les pays, suivant le rapport de force :

— **En Guinée Cap-Vert**, Lisbonne veut bien lâcher la Guinée mais réclame une transition pour le Cap-Vert. Dans ces conditions, c'est au PAIGC de définir maintenant sa position. Continuera-t-il à travailler politiquement et militairement à la libération du Cap-Vert avec l'Etat Guinéen comme base arrière, ou fera-t-il confiance à un accord avec les Portugais ? Une chose est certaine : le PAIGC se renforce considérablement dans l'archipel.

— **Au Mozambique**, le FRELIMO n'ayant pas cessé de progresser militairement ces dernières semaines, les Portugais préparent un gouvernement de coalition auquel participera le mouvement de libération.

— **En Angola**, Lisbonne vise un gouvernement de coalition auquel participeraient le MPLA et le FNLA. L'acceptation du mouvement de Holden, manipulé par les américains est un fait nouveau : ils l'avaient refusé jusqu'ici. Le renforcement diplomatique du groupe de Holden et les prétentions de Mobutu, président du Zaïre et protecteur du FNLA, obligent Lisbonne à reculer sur ce point. Par ailleurs, la crise du MPLA (dont le congrès se tient actuellement) ne permet plus aux Portugais d'établir des plans à long terme sur cette seule organisation. Enfin et surtout, la situation dans les villes avec la multiplication des attentats et le risque permanent d'affrontements font de l'Angola le terrain possible d'un pourrissement général de la situation en Afrique australe.

Tout cela prouve bien que les « déclarations historiques de Spinola », d'après la presse bourgeoise, constituent des bombes à retardement pour les luttes de libération. Relâcher la vigilance serait une erreur politique grave pour ceux qui s'étaient mobilisés jusqu'ici pour la victoire du MPLA, du PAIGC et du FRELIMO.

le 10-8-74
C. GABRIEL

MPLA : Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola.
PAIGC : Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert.
FRELIMO : FREnte de Libération du MOzambique.
UNITA : fondé par Sawinbi à partir d'une scission du MPLA,il y a plusieurs années, soutenu un temps par la Chine...
FNLA : Front National de Libération de l'Angola. Son leader, Holden Riberto, lié à Mobutu, chef d'Etat du Zaïre (ex-Congo-Belge). Possède une excroissance diplomatique, le GRAE, Gouvernelent Révolutionnaire de l'Angola en Exil.

D.R.

MERCENAIRES ANGOLAIS ENROLES PAR L'IMPERIALISME

LA CRISE MPLA

Trois tendances se sont révélées au sein du MPLA ces derniers mois. Incontestablement les conflits politiques ont pris un aspect de luttes fractionnelles dans la sphère de l'appareil de direction, dans les représentations à l'extérieur et y compris dans les rangs de gens qui ne participent plus à la lutte depuis bien longtemps. Trois tendances s'affirment :

— Tendance Révolution Ouverte (Mario de Andrade) dont la « protection » est celle du régime congolais.

— Tendance Chipenda dont le protecteur se trouve à Lusaka, au sein du gouvernement Zambien.

— Tendance Neto qui défend son bilan en tant que direction sortante — et accusée de « présidentialisme ».

Il est bien difficile de dire quel écho ont ces débats à la base du mouvement, dans les zones libérées. Quand on sait que Chipenda a été traité de traître par la direction Neto lors de la première crise et qu'il fut à la conférence de l'OUA à Mogadisco représentant du mouvement on mesure les remous et les batailles d'appareil qui rythment les activités du MPLA. Les raisons essentielles de cette crise sont :

— la bureaucratisation partielle de l'appareil extérieur du mouvement
— l'hétérogénéité politique
— le poids du régionalisme et l'influence des gouvernements néo-coloniaux frontaliers
— les divergences à propose de la tactique vis-à-vis du FNLA.

Mais l'essentiel des derniers développements c'est la **perte grandissante d'autonomie politique** du MPLA par rapport aux gouvernements néo-coloniaux. Non seulement deux tendances sont liées au régime congolais pour l'une et au régime zambien pour l'autre, mais le MPLA dans sa totalité dépend des bases de ravitaillement de Zambie et du Congo.

Il ya quelques semaines, un protocole d'accord était signé à Lusaka entre les trois tendances. **Mais** cet accord a été co-signé par le premier ministre congolais et le ministre des affaires étrangères zambien. Enfin, le 27 juillet à Bukavu, au Zaïre, s'est tenue une conférence qui réunissait les présidents du Congo, du Zaïre de la Zambie, de la Tanzanie, avec les représentants du MPLA et du FNLA. A son terme, un protocole d'accord entre les deux mouvements pour une tactique commune face aux Portugais a été signé.

Les imbéciles se félicitent de l'unité du MPLA, l'unité de « l'Afrique » face aux Portugais. Mais la conférence de Bukavu confirme :

— le renforcement politique du FNLA et de la diplomatie zaïroise en Afrique centrale.

— la mainmise des régimes néocoloniaux sur la politique angolaise.

Le congrès du MPLA qui se tient actuellement verra-t-il un retournement de situation ? C'est peu probable. Dès lors, une analyse juste des rapports de force en Angola ne peut qu'intégrer comme facteur décisif le poids des régimes néo-coloniaux et les marges de manœuvres du MPLA.

La seule solution reste donc l'affirmation d'une tendance anticapitaliste au sein du MPLA qui appelle à la rupture du front commun avec le FNLA et le refus de tout compromis stratégique avec les gouvernements africains. Le congrès et ses suites seront décisifs. Une telle stratégie impliquant bien évidemment la

PORTUGAIS

DU

prolongation de la lutte, la reprise des combats et le renforcement de l'implantation en milieu urbain. Certes, il s'agirait d'un virage historique de la révolution angolaise. Mais on ne peut en faire l'économie pour la libération véritable des masses angolaises.

C.G.

L'INTERNATIONALISME SELON MAO

Le FNLA ne cesse de se renforcer sur la scène politique internationale. Il ne se passe pas un jour sans que sa direction multiplient les déclarations. Holden revient de Lybie ou Khadafi lui a promis une aide matérielle importante. Instrument de Mobutu dans la stratégie contre-révolutionnaire du Zaire, le FNLA contrôle essentiellement l'émigration angolaise du Zaire pour en faire une armée de frontières.

Le 1er juin, 112 instructeurs chinois étaient arrivés à Kinshasa pour les troupes de ce mouvement. Le 7 août, un nouveau contingent est arrivé de Pékin. Pour plaire à Mobutu, la direction maoïste a accepté le soutien au FNLA. Elle prend ainsi une responsabilité énorme dans le processus contre-révolutionnaire en Angola.

Le Front de Libération de l'Erythrée, FLE-FLP vient de publier le numéro 2 de son bulletin en français, ERYTHREE EN LUTTE.

A l'heure où l'empire éthiopien est secoué par une crise sociale sans précédent, la lutte contre le colonialisme éthiopien en Erythrée est décisive. Connaître cette lutte et la soutenir sont une nécessité.

Erythrée en lutte est en vente à la Joie de Lire et à la librairie Rouge.

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA LCR-ETA(VI)

Paris le 7 août 1974

En date du 29 juillet, a été rendue publique la constitution à Madrid d'une « Junte Démocratique d'Espagne » qui appelle à la nécessité de déposer la dictature selon les bases de « convergence des intérêts et aspirations démocratiques de différents secteurs du peuple espagnol », de la classe ouvrière au chef d'entreprise moderne, c'est-à-dire, la convergence des intérêts « démocratiques » des classe opprimées avec ceux de leurs exploiteurs et oppresseurs. Pour la « Junte Démocratique », il s'agit donc de « restaurer un système de libertés démocratiques » pour faire avancer la « réconciliation nationale » et « garantir la libre concertation créatrice du progrès », étant donné que cette dictature est incapable de garantir la continuité de ce processus.

Pour pouvoir évaluer la signification concrète de l'apparition de cette « Junte Démocratique », et dénoncer son caractère de farce impuissante, nous devons auparavant faire le point de la situation politique espagnole au moment actuel.

Chaque fois apparaît plus clairement l'existence d'une forte crise politique de la bourgeoisie espagnole confrontée au dilemne de trouver une politique de rechange après la mort du dictateur. Ainsi, devant la perspective de la prochaine disparition de Franco, la bourgeoisie espagnole n'a plus aucune personnalité capable de jouer le rôle d'arbitre entre différentes fractions de la bourgeoisie, c'est-à-dire le rôle de bonaparte joué par le dictateur ces dernières années, en se mettant au dessus des intérêts de telle ou telle fraction de la bourgeoisie pour défendre les intérêts d'ensemble de cette bourgeoisie contre la classe ouvrière, en s'appuyant sur l'autorité que lui donne le fait d'être le principal auteur de l'écrasement de la révolution espagnole de 36 et sur la loyauté de l'armée envers sa personne.

Cette absence de toute solution de rechange s'est vue aggravée avec la disparition de **Carrero** Blanco, l'homme qui pouvait jouer, bien que de façon plus faible, ce rôle d'arbitre et garantir un minimum d'unité de l'appareil d'Etat.

(...) , le capitalisme espagnol se trouve dans une situation de crise économique devant laquelle ne se précise aucune solution à court terme. L'incapacité des derniers gouvernements à freiner le taux d'inflation sans que cela mène à un processus de paralysie économique, en est la preuve.

En même temps, (...) deux ressorts fondamentaux de l'économie espagnole, le tourisme et l'émigration, sont déjà touchés par la crise économique du capitalisme européen, rendant ainsi encore plus sombre le panorama économique de la bourgeoisie espagnole.

D'autre part et à cause de cette situation, nous assistons aujourd'hui en Espagne au développement d'une crise sociale profonde. (...)

Depuis les Conseils de Guerre de Burgos, nous assistons à une montée du mouvement de masse sans précédent dans l'histoire de la dictature, dans laquelle la classe ouvrière joue un rôle déterminant comme combattant permanent contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. Une des caractéristiques fondamentales de ce processus est l'entrée en lutte de nouveaux secteurs de la population et de nouvelles régions qui étaient restés passifs jusqu'à il y a quelques années. La participation de la paysannerie et du prolétariat agricole en est la preuve.

Sans aucun doute, l'expression la plus claire de ce processus de maturation d'une situation pré-révolutionnaire, est l'éclatement de plus en plus fréquent — depuis Burgos — de **grèves générales locales** dans lesquelles se joignent à la mobilisation de la classe ouvrière d'autres couches de la population, étudiants, professeurs, commerçants, etc., alliés potentiels du prolétariat et qui renverseront sous sa direction la dictature et le capitalisme. (...)

Ce sont là les véritables raisons qui limitent les possibilités de réussite de n'importe quelle orientation de la bourgeoisie en vue de résoudre la crise actuelle. (...)

Plus que jamais, le gouvernement Arrias Navarro n'est rien d'autre qu'un gouvernement provisoire.

C'est dans ce contexte et à partir des évènements du Portugal, que le PCE développe une nouvelle offensive autour d'un projet de « pacte pour la liberté ».

Ainsi, l'apparition de la « Junte Démocratique » n'est pas marginale par rapport au travail développé par le PCE durant ces derniers mois, en vue de convaincre une frange de la bourgeoisie dont il est disposé à défendre les intérêts moyennant un minimum de concessions « démocratiques ». L'exemple le plus clair jusqu'aujourd'hui est celui de l'Assemblée de Catalogne, comme tentative d'attirer des secteurs de la bourgeoisie catalane vers un programme ultra-réformiste que le PCE s'est engagé à défendre. De ce pacte découle naturellement la trahison quotidienne des luttes les plus élémentaires de la classe ouvrière, avec le refus d'organiser les luttes par le biais de l'action directe.

La mise sur pied de cette « Junte Démocratique » n'est rien d'autre qu'un nouveau pas en avant dans cette politique de capitulation constante du réformisme. La seule chose qui donne une plus grande résonnance à la Junte, c'est le fait qu'elle est annoncée dans un contexte d'exacerbation de la crise politique de la bourgeoisie et qu'elle peut ainsi augmenter sa force d'attraction face à certains secteurs — minimes aujourd'hui — de la bourgeoisie.

Le premier élément qui montre la capitulation du réformisme est le programme même de la Junte, condition indispensable pour gagner certaines couches de la bourgeoisie.

Ainsi nous devons d'abord mettre en évidence deux « lacunes » graves pour un programme qui se dit démocratique :

a) l'absence totale de référence au problème agraire, c'est-a-dire l'abolition de la propriété semi-féodale de la terre et des grandes étendues de terre non-cultivées, la distribution de la terre aux paysans pauvres ;
b) le maintien de l'appareil répressif de la dictature, ou en tout cas l'absence de références à la dissolution des corps spécialisés dans la répression (BPS, Garde Civile, Police armée, etc.) qui sont les piliers fondamentaux du maintien de l'ordre bourgeois face à la classe ouvrière. (...)

Un autre aspect de ce programme, c'est qu'il ne rompt pas avec le caractère chauvin du maintien de l'unité de l'Etat espagnol, se bornant à reconnaître la « personnalité des peuples catalan, basque et galicien » sans toucher au problème de fond, à savoir la libre auto-détermination des nationalités.

Non moins importante est la limitation du droit de manifestation dans ce sens qu'elles doivent être pacifiques. Quand ils ne prennent aucune mesure contre les instruments de répression de la bourgeoisie, quand ils reconnaissent l'existence de la violence d'extrême-droite, ils prétendent que la classe ouvrière et les masses doivent s'engager dans une lutte pacifique pour leurs intérêts, ils mènent en définitive, leurs propres luttes au suicide.

De plus, le programme ne fait aucune allusion aux besoins les plus immédiats de la classe ouvrière sur le terrain économique, ni aux problèmes spécifiques des autres couches sociales opprimées. Il ne peut d'ailleurs en être autrment quand on prétend rallier la bourgeoisie à ce programme.

Mais le facteur principal, c'est la contradiction dans laquelle sont placés le PC et la Junte Démocratique quand ils prétendent « renverser » la dictature en marge de la mobilisation quotidienne de la classe ouvrière et des masses.

Avant la crise actuelle, la bourgeoisie savait parfaitement que les plus minimes concessions au mouvement n'auraient fait que l'inciter davantage à lutter pour toutes ses revendications, à augmenter son degré d'organisation et, par là-même, ses chances de victoire. La bourgeoisie connaissait bien le risque qu'elle courait parce que les possibilités de contrôle du réformisme étaient faibles sur un mouvement qui les déborde continuellement.

Nombreux sont les secteurs qui croient que la dictature est l'unique garantie de survie du capitalisme espagnol et qui sont disposés à la défendre. Pour ces raisons, le renversement de la dictature sera seulement possible comme sous-produit d'une offensive du mouvement de masse, concrètement : par la convergence de grèves générales locales avec des affrontements avec la dictature. Dans ces conditions, pourra apparaître une frange de la bourgeoisie qui, face au risque de tout perdre, misera sur une alternative démocratique pour tenter ainsi de contenir un mouvement qui menace sa propre existence.

Mais il est clair que la « Junte Démocratique » n'impulsera pas un tel processus, parce qu'elle est consciente qu'elle serait débordée dès le premier instant. Au contraire, tous ses efforts tendront à freiner au maximum le développement de la lutte des masses, pour convaincre ainsi la bourgeoisie qu'elle est prête à la collaboration.

C'est pourquoi aucun militant de l'état espagnol ne doit avoir une quelconque confiance dans le fait que cette Junte soit une voie de lutte efficace pour le renversement de la dictature.

C'est pourquoi aucune organisation révolutionnaire, aucune organisation qui se réclame du mouvement ouvrier ne doit participer à cette farce impuissante.

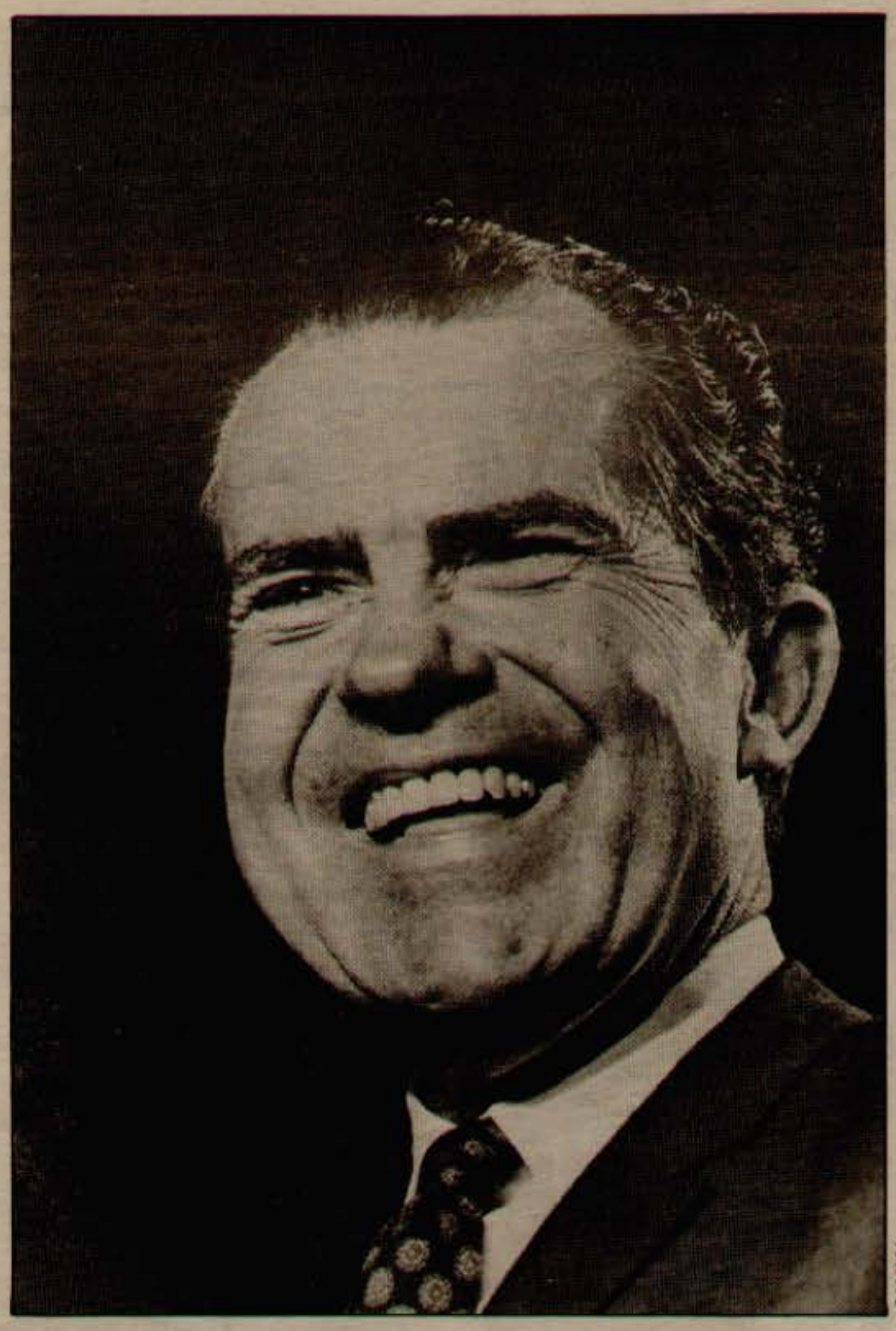
Au contraire, il s'agit aujourd'hui de :

— impulser et développer les luttes revendicatives d'ensemble, dans la perspectives de grèves générales et locales,

— organiser des réponses du mouvement sur le plan politique.

C'est la seule garantie pour faire avancer le mouvement à un niveau de conscience et d'organisation, jusqu'au renversement de la dictature et du capitalisme.

La LCR ETA (vI) s'engage à impulser ce combat en même temps qu'elle appelle toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires à réaliser l'unité d'action en vue de former un large front unique de la classe ouvrière.



GAMMA

DE WATERGATE A LA DEMISSION DE NIXON

Les différents épisodes de l'affaire du Watergate avaient déjà révélé quelques uns des aspects les plus sordides, les plus corrompus du système politique américain. Un système où tout, les idées, les postes, les hommes, s'achète et se vend. Un système au sein duquel les rapports entre suzerains et vassaux sont pour l'essentiel calqués sur ceux entre maquereaux et prostituées. L'épilogue met en lumière d'autres aspects du système, plus subtils, mais d'où il tire une bonne part de sa force. Au delà, il révèle des divisions et une crise interne de la bourgeoisie la plus puissante du monde.

Les récits des dernières heures de la Présidence de Nixon nous présentent les mêmes scènes toutes aussi suggestives — l'homme seul dans son grand bureau, l'homme seul dans les bois du Camp David, l'homme seul en proie à l'indécision qui consulte sa famille, sa femme ses deux filles, sur l'opportunité ou pas de démissionner. Pour un peu, il deviendrait presque sympathique, ce petit avocat véreux devenu Président des Etats-Unis, ce criminel de guerre devenu Hamlet. Pour un peu, on frémirait pour lui, lorsqu'on nous décrit sa solitude dans les salons de la maison Blanche devenus aussi inhospitaliers que les murailles médiévales d'Elseneur...

Pour un peu on y croirait et on s'attendrirait sur Nixon-Hamlet, au comble de l'incertitude, remettant sa décision à sa femme et à ses filles... Pour un peu... On est pourtant bien loin de Shakespeare. On est dans le western des plus médiocres. Ces discours d'adieu fades et larmoyants, ce départ vers la Caroline, rappellent irrésistiblement l'éternel héros, fatigué et triste qui, dans les derniers mètres de pellicule part seul et lentement vers l'ouest, vers le soleil éternellement couchant...

Pourquoi cette extraordinaire mise en scène ? Car c'est bien de cela dont il s'est agi ces derniers jours. Et à ceux qui en douteraient encore, qu'ils regardent l'arrivée du successeur-rédempteur Gérald Ford, intellectuellement pauvre, mais honnête... bon comme le pain, franc comme de l'or, en quelque sorte... Pourquoi cette extraordinaire mise en scène, sinon pour masquer quelquechose de plus essentiel : les divergences internes de la bourgeoisie américaine et la crise des institutions, de la démocratie bourgeoisie aux Etats-Unis.

UN REGLEMENT DE COMPTES

Car ne soyons pas leurrés par l'anecdote et le grand spectacle : ce qui s'est passé à Washington ces dernières semaines, et même au travers de toute l'affaire Watergate, n'est autre qu'un règlement decomptes entre secteurs, ou fractions bourgeoises qui, en d'autres lieux et sous d'autres cieux que ceux de Washington, se règlent soit par une révolution de palais ou un coup d'Etat plus ou moins sanglant, soit par un pseudo-appel au peuple, grâce à de nouvelles élections. Et, en ce sens, contrairement à tous les commentaires élogieux sur la démocratie américaine qui, une fois de plus, aurait prouvé son efficacité, c'est bel et bien de crise institutionnelle qu'il faut parler. Les institutions américaines se sont révélées incapables de résoudre, au travers de leurs rouages institutionnels, discrètement et sans éclaboussures, ces contradictions, ces règlements de compte inter-bourgeois. D'où le scandale et la mise en scène finale pour en atténuer les effets...

L'affaire dans son ensemble est passablement diffuse et complexe. Mais elle reflète, par ses origines, la situation nouvelle dans laquelle se trouve : l'impérialisme américain depuis la guerre du vietnam, et notamment les implications internes, pour la bourgeoisie américaine, des nouveaux rapports de force inter-impérialistes au niveau mondial. La fin de l'hégémonie totale que s'était acquise cette bourgeoisie américaine après la seconde guerre mondiale, impliquait nécessairement à plus ou moins brève échéance, la fin de l'union sacrée, basée sur l'unité d'intérêts, des différents secteurs bourgeois qui, tous, profitaient largement de cette situation hégémonique. Aujourd'hui, la bataille inter-impérialiste, malgré la prédominance encore fondamentale des Etats-Unis, implique des différenciations entre ces intérêts sectoriels, d'autant qu'elle se situe dans un contexte de crise du capitalisme international.

Dans ce cadre, Nixon était l'homme de main d'un secteur, le plus important et le plus décisif sans doute du capitalisme américain, mais seulement d'un secteur, aux contours assez flous par ailleurs. Ses liens de subordination étroite avec les principales grandes sociétés multinationales, notamment à dominante américaine, ne sont plus à démontrer. Le rôle d'ITT par exemple, dans l'élaboration de la politique américaine ces dernières années, et pas seulement à l'égard du Chili, est bien connu. De même que le rôle des grands trusts pétroliers qui ont décuplé leurs bénéfices à la faveur de la crise du Moyen-Orient et du semblant de solution qu'y a apporté la diplomatie de Kissinger.

On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Non pas qu'il se soit agit là d'une situation complètement nouvelle — dans la mesure où ce sont ces mêmes intérêts monopolistiques qui depuis plusieurs décades pèsent le plus lourd dans la détermination de la politique impérialiste des Etats-Unis. Mais l'élément nouveau sous Nixon est que cette politique a été **plus exlusivement** au service de ces intérêts, à cause de l'affaiblissement relatif de l'impérialisme US et de la situation économique mondiale. D'où l'apparition et le développement de ces contradictions internes à la bourgeoisie américaine.

C'est ce contexte qui a nécessité **l'accroissement de plus en plus grand du poids de l'appareil exécutif, de la présidence**, dans le système institutionnel US. C'est cela et non le profil psychanalytique de Nixon, ni la volonté de puissance de minables petits potentats comme Haldemann ou Erlichmann qui explique l'autonomisation de la présidence par rapport au Congrès, c'est-à-dire au pouvoir législatif, traditionnel centre d'expression de tous les intérêts sectoriels multiples et les plus divers, de la bourgeoisie américaine, par l'intermédiaire, notamment, des fameux « lobby » (groupes de pression organisés). C'est cela qui explique le rôle joué par ce même Congrès dans toute l'affaire, ainsi que par la presse, autre moyen de pression et d'expression de ces intérêts sectoriels multiples.

WATERGATE : UN PRETEXTE

L'affaire Watergate, une affaire totalement secondaire au départ (quel gouvernement n'utilise pas de tables d'écoutes ni de plombiers comme à Watergate ?) a été utilisée par ces intérêts sectoriels coalisés et parés du poids et du prestige du Congrès pour enrayer une évolution qu'ils jugeaient dangereuse parce que contraire à leurs intérêts immédiats et futurs. A partir de là, d'autres éléments se sont greffés — nature de l'équipe autour de Nixon, dynamique propre du rôle du Congrès, rivalité entre Démocrates et Républicains, etc. — qui ont contribué à colorer et pimenter l'affaire pour le public mais qui, finalement, sont très secondaires.

Si la question des contradictions inter-bourgeoises apparaît finalement très peu à la surface du marais fangeux de Watergate, tout indique cependant que leur acuité nouvelle est très grande. Sinon, comment expliquer les risques politiques pris par les secteurs qui ont décidé, avec acharnement, d'utiliser à fond le scandale...

Il est vrai que, dans le contexte américain, ces risques étaient moins grands que partout ailleurs. Tant la force du poids de l'idéologie bourgeoise sur toute la société américaine, que l'absence totale d'un mouvement ouvrier organisé indépendant des forces de la bourgeoisie et capable de tirer même un minimum de profit d'une telle crise, permettaient beaucoup de choses.

Elles permettent même aujourd'hui, moyennant la mise en scène de ces derniers jours, à ces secteurs de la bourgeoisie et finalement à la bourgeoisie américaine toute entière de renforcer l'assise de leur pouvoir, en transformant une crise constitutionnelle grave en une soi-disant victoire de la démocratie. Mais là encore, il ne s'agit que d'un aspect secondaire et conjoncturel. L'interrègne de l'honnête et limité Gérald Ford n'est qu'une trêve constitutionnelle et politique après un match nul. L'essentiel de la politique de Nixon sera reconduit, quoique de nombreuses concessions seront faites sur le plan intérieur à partir d'une politique anti-inflationniste. Toutes les conditions objectives qui ont permis, à partir de l'incident du Watergate, le développement d'une crise politique et institutionnelle de cette envergure, subsistent. Le système, avec son flot de corruption, de pourritures de toutes sortes subsiste plus que jamais ; n'oublions pas — et ce n'est pas un des moindres paradoxes de Watergate — qu'aucun des procureurs de Nixon n'avait les mains plus propres que lui, que tous utilisent et vivent quotidiennement des mêmes méthodes. C'est la loi même du système politique américain.

Quant aux contradictions inter-bourgeoises, non seulement elles subsistent. Mais tout indique dans le contexte économique et politique, international et national actuel, qu'elles iront en s'approfondissant.

L'ère de l'union sacrée de la bourgeoisie américaine touche bel et bien à sa fin — le prochain round est pour les élections générales de 1976.

A quand maintenant la fin de l'union sacrée — cimentée par Roosevelt dans les années trente — entre le mouvement ouvrier et l'ensemble de la bourgeoisie américaine. C'est une question d'une autre importance, dont la solution sera peut-être accélérée par la crise interne de la bourgeoisie, mais qui est aujourd'hui plus que jamais un des problèmes cruciaux pour le mouvement ouvrier international, pour les révolutionnaires du monde entier et avant tout, pour ceux des Etats-Unis.

J.P. BEAUVAIS

Huper

L' « ITALICUS » APRÈS L'ATTENTAT

vers un nouvel automne chaud...

Interview d'un militant des Groupes communistes révolutionnaires, section italienne de la IVe Internationale, délégué à la FIAT MIRAFIORI (de Turin)

▶ Aujourd'hui, quelle est la situation politique en Italie et quelle est la signification de ces nouvelles mesures qu'a prises le gouvernement italien en début de mois de juillet ?

Schématiquement, on peut dire que la crise de la bourgeoisie avait déjà commencé avec le referendum : on a vu alors un secteur de la bourgeoisie chercher à donner une issue à cette crise interne, chercher à coaliser une partie d'elle-même sur des positions de droite et parallèlement chercher à provoquer une division dans le mouvement ouvrier, ces manœuvres avaient pour but d'instaurer un Etat fort mais elles ont échoué et dès lors la crise ne pouvait que s'accroître.

En fait il s'agit là de la faillite du projet d'utiliser la démocratie chrétienne pour essayer de dépasser la crise. Mais de fait, tant la défaite au referendum que la défaite au parlement régional de Sardaigne n'a fait que renforcer les différenciations au sein de la démocratie chrétienne et aboutir à une réelle crise». Mais on ne peut pas non plus dire qu'il existe une alternative de droite : les réactions ouvrières après l'attentat de Breschia sont là pour le prouver.

Mais cette faiblesse de la bourgeoisie au niveau de la politique n'exclut pas la possibilité de contre-attaquer au niveau économique. La preuve, ce sont les dernières mesures prises ces derniers jours qui sont les plus violentes attaques contre la classe ouvrière depuis de nombreuses années.

Le niveau de vie est en effet attaqué de manière fantastique : l'essence passe à 300 lires le litre, le prix des transports va doubler, les taxes sur les automobiles, le prix des trains, l'électricité, les soi-disant produits de luxe comme le savon et le dentifrice vont connaître des augmentations fantastiques, seuls le pain et les oignons ne doivent pas être touchés par ces augmentations : ce sont bien sûr les nouveaux menus recommandés par les patrons, n'oublions pas que la viande fait grossir...

De plus, la politique déflationniste va fortement aggraver les attaques contre l'emploi ; aujourd'hui dans la presse bourgeoise, on discute allègrement de l'éventualité de 800.000 à 1 million de chômeurs de plus, soit atteindre le chiffre de deux millions de chômeurs...

▶ Mais la classe ouvrière italienne qui dans les années passées a fait preuve d'une telle combativité, qui a mené des luttes quasi ininterrompues, va-t-elle accepter sans riposte d'ampleur nationale ces attaques de la bourgeoisie ?

Il n'y a pas d'attitude passive de la classe ouvrière, elle reste très combative, ses forces sont largement intactes et elle possède de grandes capacités de riposte. Mais le problème clé, c'est celui de la politique des directions syndicales, des directions ouvrières traditionnelles.

En effet, face à ces mesures que peut faire le PS ? Il est au gouvernement, il est donc lui aussi à l'initiative, si l'on peut dire, de ces attaques et dans le syndicat, il ne peut donc que les cautionner.

Quant au Parti communiste italien, il est incapable d'offrir une alternative à cette situation, et de fait, il accepte les mesures gouvernementales. Le seul axe de ses discours ce n'est pas de les refuser mais de se battre sur l'utilisation que le gouvernement doit faire de l'argent, en particulier pour qu'il soit utilisé dans les investissements au Sud. Dans cette situation, où de plus il a mis de côté, pour des jours meilleurs, le projet de compromis historique, deux alternatives s'offrent au PC.

— Soit tout faire pour aller au gouvernement, ce qui signifie alors la réalisation du compromis avec la Démocratie chrétienne. Mais participer au gouvernement en pleine période de crise, quand une vague de licenciements se prépare, c'est aussi risquer de perdre la confiance de la classe ouvrière et cela la bureaucratie ne peut pas se le permettre.

— Soit, développer les luttes contre cette politique de la bourgeoisie, mais le risque à courir est alors que cette vague de luttes ouvrières amène vraiment le PCI au gouvernement dans une situation de crise toujours, mais contre la démocratie chrétienne et cela le PCI ne le veut pas non plus.

Par manque de projets politiques, il n'a donc bien comme solution que d'accepter les mesures gouvernementales.

Au niveau syndical, on retrouve ce dilemme. Dans les entreprises, il y a une combativité réelle, une volonté de lutte et même des risques de débordement. Alors, les bureaucrates syndicaux font certes quelque chose : ils organisent des grèves de quelques heures au niveau de chaque région, mais ces grèves ne sont pas centrées contre les mesures d'austérité ou contre les menaces de chômage.

A Turin par exemple, un des mots d'ordre centraux de la mobilisation de la grève du 9, c'est que l'argent récupéré par le gouvernement ne soit pas utilisé pour construire des autoroutes ! Il est clair que de telles actions morcelées ne conduiront qu'à l'échec mais les bureaucrates préfèrent cet échec à une grève générale car ils risqueraient alors un débordement. Pourquoi un débordement ? Parce que la seule perspective qui s'offre à la classe ouvrière c'est le chômage et la hausse des prix ! Mais elle est loin d'être prête à supporter une telle situation et les conditions existent pour des luttes partielles ou locales qui pourraient s'élargir au niveau national. Si l'on prend l'exemple de la Fiat Mirafiori dans les derniers jours il y a eu des luttes contre des transferts d'ouvriers, un atelier entier a même débrayé parce qu'un SEUL travailleur n'était pas passé dans la catégorie supérieure, contrairement à ce qui aurait du se faire !

Ces petits exemples et ont pourrait en citer bien d'autres que des camarades ont racontés lors de notre conférence, montrent bien l'existence d'une combativité. Mais le problème, c'est qu'aujourd'hui les travailleurs ne s'intéressent pas seulement à des revendications locales, mais ils veulent aussi lutter sur l'ensemble des problèmes.

▶ Quel bilan tirez-vous de la réaction ouvrière après l'attentat fasciste de Brescia ?

La riposte a été remarquable et immédiate : dans certaines villes, malgré le contrôle des bureaucrates, on a même vu de violentes attaques contre les locaux fascistes. A Naples, pratiquement tous ont été détruits par des milliers d'ouvriers. Mais cette remontée de l'activité anti-fasciste a été de fait déviée par l'attitude des réformistes et même de certains groupes d'extrême-gauche.

Les réformistes disaient en résumé : c'est à l'Etat bourgeois de mener des actions contre les fascistes, il faut renforcer la police !

Quant à l'extrême-gauche, d'une part il faut noter que « Le Manifesto » a de fait accepté de participer à des coalitions avec des partis bourgeois lors d'initiatives contre le fascisme, il a participé par exemple à des meetings avec la Démocratie chrétienne, les patris libéraux, etc., contre le MSI. Quant aux autres groupes comme « Lotta Continua » et « Avanguardia operaia », leur mot d'ordre central était « le MSI hors la loi », ils faisaient signer des pétitions pour la dissolution du MSI, etc.

En pratique, cette attitude était terriblement confusionniste, car comment pouvaient-ils faire croire que l'Etat bourgeois allait dissoudre le MSI ! Nous, nous avons refusé un tel axe de bataille et nous avons cherché à mettre en place des réels comités anti-fascistes auxquels on donnait des perspectives concrètes.

▶ Quelles peuvent être les perspectives sociales à la rentrée de septembre ?

Il existe donc de grandes possibilités de débordement de la bureaucratie, par des luttes menées dans des secteurs importants de la classe ouvrière et cela alors que le PC et les bureaucrates sont incapables de donner des perspectives et laissent donc un espace vide à l'activité des révolutionnaires et alors que la crise de la bourgeoisie s'aggrave sans qu'il y ait à court terme d'alternative à droite. Il est clair qu'une telle situation devrait être favorable à la classe ouvrière. Dans un tel contexte, les tâches des militants révolutionnaires sont énormes. Malheureusement, la majorité des groupes d'extrême-gauche qui a un poids important ici, n'offre aucune alternative ; en fait ils occupent la place située immédiatement à gauche des réformistes, mais restent largement suivistes par rapport à ces derniers. Ils parlent de la nécessité des réformes, des investissements au Sud, etc. Pour nous, il s'agit à la fois de donner des thèmes centraux aux batailles qui vont se dérouler mais aussi de présenter une issue politique.

En ce qui concerne le premier axe, nous développons les mots d'ordre suivants :

— salaire minimum de 200.000 lires.

— 50.000 lires d'augmentation uniforme des salaires et des retraites.

— échelle mobile des salaires et des retraites.

— détaxation des salaires.

— échelle mobile des heures de travail.

— lutte contre l'attaque par les patrons d'une série d'acquis des travailleurs.

— refus de toute restructuration.

Mais cela ne suffit pas et il faut donner une issue politique, il faut lier les mots d'ordre à la problématique du contrôle ouvrier et attacher une importance réelle aux problèmes de l'autodéfense. Il est clair qu'il s'agit réellement d'une lutte dont l'enjeu pour la classe ouvrière est la prise du pouvoir. Ainsi si nous développons le mot d'ordre de gouvernement ouvrier ou ne sont pas représentés les intérêts de la bourgeoisie. Nous pourrons sans doute au cours des évènements expliciter et concrétiser ce mot d'ordre, d'autant plus que nous assisterons peut-être à une remontée des conseils d'usine. Nous sommes conscients de la faiblesse de nos propres forces, mais même à ce niveau là, la situation peut changer.

Turin
Le 7 juillet 1974

CONFÉRENCE DES MILITANTS ET SYMPATHISANTS OUVRIERS DES GCR (SECTION ITALIENNE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

A Turin, début juillet, s'est tenue une conférence des militants et sympathisants ouvriers de la section italienne de la Quatrième Internationale. Des camarades du Front Communiste Révolutionnaire, de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (Suisse) ainsi que de l'IMG (Grande-Bretagne) étaient également présents.

Le travail de la conférence s'est déroulé principalement en trois séries de commissions :

- Commissions : contrôle ouvrier, autodéfense, immigration,
- Commissions : chômage, inflation, instruments d'organisation,
- Commissions internationales : France, Angleterre.

Un rapport final du camarade Livio MAITAN retraçait les perspectives sociales en Italie et les mots d'ordre des GCR (Groupes Communistes Révolutionnaires).

La présence de délégations de 18 villes, de militants ouvriers représentant entre autres les entreprises suivantes : FIAT, LANCIA, FACE STANDART, HONEYWELL, KELVINATOR, IMPERIAL, ITALSIDER, ITALCANTIERI, PIGNONE, PETROLCHIMICO, MARGHERA, IDRA, MAMOLI, MICHELIN, ALFASUD, KODAK... a permis un débat riche en confrontations d'expériences, préparant les militants aux tâches de la rentrée sociale.

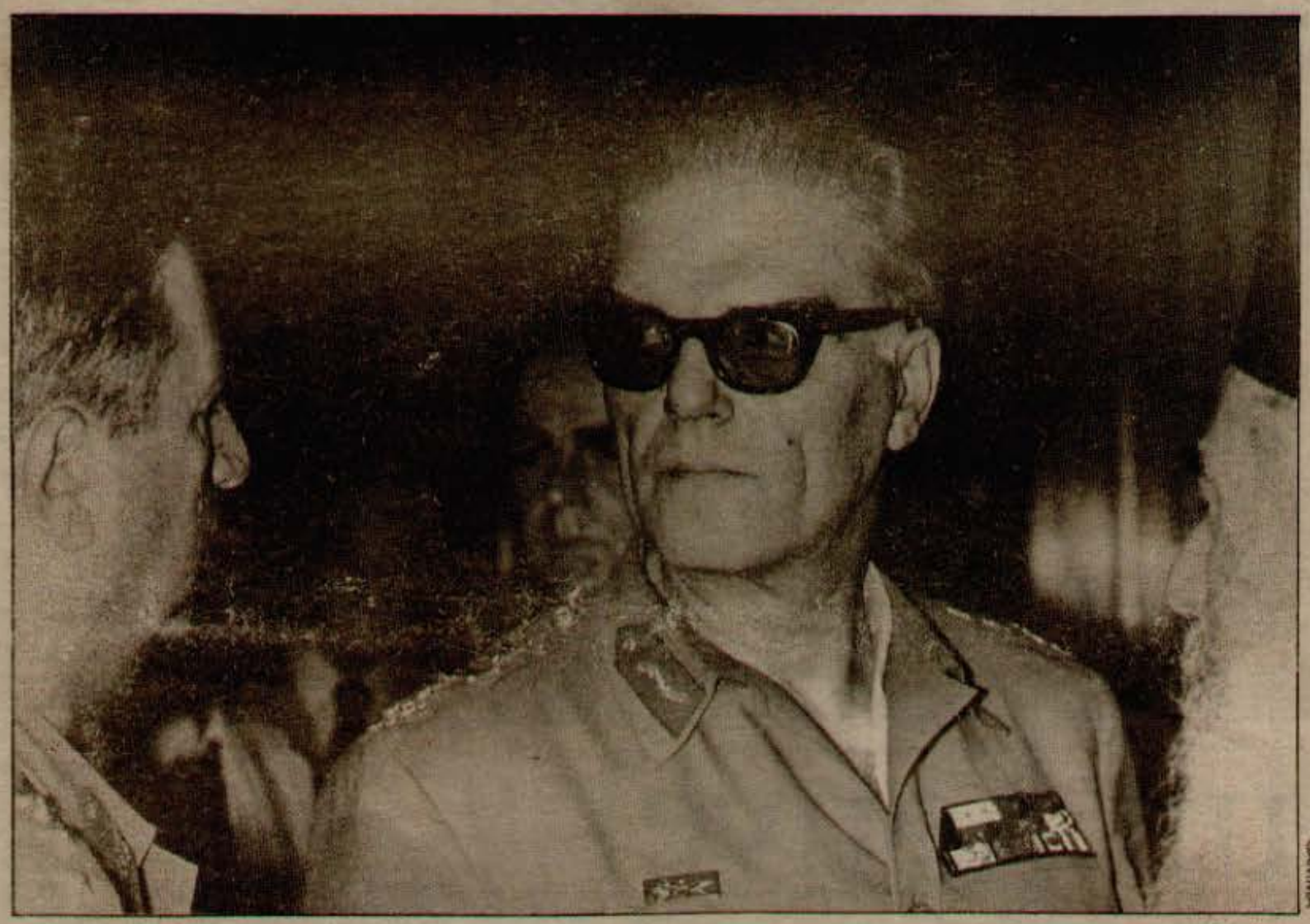
LE MASSACRE FASCISTE DE BOLOGNE

Deux mois après les huit morts de Brescia, les fascistes ont à nouveau frappé : le samedi 5 août, une bombe explosait dans l'express Rome-Munich, faisant douze tués et quarante-huit blessés. C'est le groupe **« Ordre Noir »** qui revendique cette boucherie, en affirmant dans un communiqué : **« Le drapeau nazi n'est pas mort à Berlin dans le lointain 1945, il continue à vivre pour une grande Italie, fasciste et nazie... »**.

En plein mois d'août, la riposte des travailleurs italiens fut immédiate. Le lundi, des cortèges se formèrent quasi-spontanément dans presque toutes les grandes villes, notamment à Bologne, Gênes et Milan. Les réformistes firent tout pour éviter des manifestations trop militantes risquant de déboucher sur des débordements : les directions syndicales CGIL CISL UIL appelèrent à un mot d'ordre de grève générale limitée à deux heures le lundi, et à un arrêt de travail de treize à vingt heures limité à la province de Bologne, le lendemain. Quant au PCI, il se borna à mettre poliment la Démocratie Chrétienne au pied du mur : **« Le peuple italien exige que le gouvernement et tous les appareils de l'Etat fassent jusqu'au bout leur propre devoir »**, écrit **l'UNITA**. En matière d'antifascisme, la ligne du « compromis historique » consiste à tendre la main à ceux-là même qui ont fait cause commune avec les fascistes du MSI lors du référendum et n'ont pas hésité à faire protéger par la police et l'armée les activités des néo-nazis.

Il y a pire encore. Quelques semaines après Brescia, le parlement votait une loi sur la subvention par l'Etat des partis politiques en fonction de leur représentativité. Cette loi permet de donner officiellement aux caisses des tueurs du MSI 4,5 milliards de lires (le PCI recevant pour sa part un pécule de 11 milliards). Elle a été votée par **tous** les groupes parlementaires, sauf le Parti Libéral, le PCI allant même jusqu'à refuser une proposition du PSI qui demandait une suspension de fonds pour le MSI jusqu'à la fin de l'enquête visant à déterminer les responsabilités du MSI dans les attentats...

Il existe une autre voie que celle de la capitulation réformiste. **« Le fascisme**, expliquent les camarades des GCR, **conquiert une base de masse quand il démontre son impunité. Il est illusoire de chercher l'aide de la police. La seule aide sur laquelle on puisse compter, c'est sur notre propre auto-défense »**.



GAMMA

LE MAILLON FAIBLE DE L'OTAN

Le coup d'Etat de juillet dernier à Chypre a ouvert une crise prolongée pour l'organisation de la domination impérialiste en Méditerranée Orientale.

A Athènes, la mise en place du gouvernement Caramanlis ne s'est pas traduite par un retour à une forme plus classique de démocratie bourgeoise. Un gouvernement de civils réactionnaires soutenu par les deux partis communistes, louvoie entre une pression populaire sans direction et une armée des anciens dictateurs qui demeure un élément décisif de la situation intérieure.

En Turquie, le gouvernement civil qui avait lui aussi succédé à des années de dictature militaire, sans crédit ni réelle base sociale au moment du coup d'Etat à Nicosie s'est acquisune autorité grâce à l'expédition chypriote. Les conséquences immédiates de cette opération ont été le retour sur le devant de la scène politique des chefs militaires et la remontée du nationalisme. Opération bien utile pour le gouvernement turc qui devait faire face comme en Grèce, aux difficultés économiques et sociales résultant de l'inflation et des crises monétaires. C'est pour calmer la paysannerie que le gouvernement turque avait de nouveau légalisé la culture de l'opium.

A Chypre enfin, les conditions d'une relance des affrontements entre l'armée turque et la Garde Nationale Chypriote grecque demeurent aussi explosives depuis le cessez-le-feu et les accords du 31 juillet dernier. Les conséquences sociales et politiques de la guerre sont désastreuses. La vie économique de l'île s'est effondré rendant la population encore plus tributaire de l'aide extérieure et donc des manœuvres des gouvernements turcs, grecs et britannique dans un premier temps. Le pouvoir de manipulation dans un sens racial, hyper-nationaliste, des populations grecques et turques chypriotes est accentué de ce fait et maintenu à un très haut niveau de tension par l'insécurité totale dans laquelle vivent chypriotes turcs et grecs. L'implication directe des deux communautés, grecque et turque par l'armée turque et la Garde Nationale Chypriote Grecque dans les affrontements constants entre ces deux forces militaires a été systématique depuis le cessez-le-feu. Il en résulte une évolution vers deux camps retranchés dans l'île et des déplacements massifs de population perdant toute assise économique, devenant des réfugiés encore davantage sujets à la haine raciale, manipulée par la propagande nationaliste des gouvernements grec et turc. La brutalité des militaires grecs et turcs, les massacres, viols, pillages intermittents aident au pourrissement de la situation.

Un retour à la situation antérieure au coup d'Etat est exclu. Chypre ne retrouvera pas son statut antérieur, et la réalité de la République chypriote indépendante laissera la place à une nouvelle réalité administrative et juridique, de nature fédérale avec un possible regroupement des populations turque et grecque, renforçant les possibilités de domination directe grecque et turque sur l'île. Les principaux bénéficiaires en seraient l'OTAN et la Grande-Bretagne qui pourraient ainsi maintenir Chypre dans l'Alliance Atlantique et préserver l'existence des bases militaires britanniques. C'est l'Union Soviétique qui fera les frais de l'affaire en perdant Makarios-le neutraliste, puis les neuf sièges du Parti Communiste Chypriote au Parlement de Makarios, bientôt rendu caduque. Les conditions d'existence de Makarios ont disparu.

Même si l'île de Chypre demeure un maillon dans la politique de l'impérialisme, les conséquences de la guerre sont graves pour l'OTAN et donc intéressants pour les développements révolutionnaires dans cette région.

L'armée grecque et l'armée turque étaient et demeurent conçues non pas seulement comme des forces armées pour la défense turque ou grecque, mais surtout comme des forces aditionnelles du système militaire impérialiste dans la région, de l'OTAN Le bilan de chacune d'elle au cours de la crise chypriote est loin d'être satisfaisant pour le Pentagone aussi bien pour Londres que pour Paris.

En grèce, quand la mobilisation générale fut décrétée, un magnifique désordre s'ensuivit dans le pays, les transports de conscrits fonctionnant mal, les feuilles de route mal faites ou fausses, et la jeunesse nullement coopérante. Puis le commandement militaire s'est cassé au moins en deux, entre Athènes et les corps d'armée du nord, justement concentrés à la frontière turque. Cela donne à réfléchir pour les directions du camp impérialiste si un jour un conflit devait éclater entre la Bulgarie et la Grèce. Simple imagination... Et tout cela après sept années de dictature militaire !

Du côté turc, les choses se sont mieux passées, mais pas infiniment. La performance de l'armée turque, de ses trois cents blindés, de ses vingt mille hommes au départ qui sont trente mille maintenant, a impressionné au premier abord. En réalité, il en est autrement. Il est dommage qu'il ait été insuffisamment su que des avions turcs ont coulé un ou plusieurs bateaux de la flotte turque en les prenant pour des unités grecques. Mauvaise information ! Face à une Garde Nationale Chypriote Grecque infiniment moins armée et soutenue que l'armée turque, la progression de cette dernière après son débarquement au port de Kyrénie s'est faite assez lentement et lourdement.

Que deux forces armées intégrées à l'OTAN s'affrontent, ne fait que donner la dimension politique exacte de l'effectivité militaire d'armées qui sont en définitive des corps sociaux parasitaires, corrompus, pénétrés de l'idéologie fasciste, dont la fonction au sein du camp impérialiste est celle d'une police intérieure pour la Grèce ou la Turquie et qui confinent au désastre pour l'impérialisme dès qu'elles outrepassent ce rôle.

Il est dommage que Nixon ait démissionné si tôt car la paralysie grandissante de la Maison Blanche en matière de politique internationale pouvait aider à l'affaiblissement des régimes grec et turc ! La Grande-Bretagne à elle seule , peut bien difficilement ramener l' « ordre » dans une région où elle ne contrôle plus ni les régimes arabes, ni le régime sioniste.

G. VERGEAT

Argentine

DEUX NOUVELLES VICTIMES DU REGIME PERONISTE

Après la mort de quatre militants du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) ces dernières semaines, les camarades I. Fernandez, Moses, Mesa et Sida, sauvagement abattus par l'appareil de répression péroniste ;

Après la mort ces dernières semaines également de trois militants de la Jeunesse Péroniste, Liliana Ivanoff, Elsa Arganarez et Eduardo Romero, eux aussi sauvagement assassinés par la dictature ;

Après la mort, il y a à peine dix jours de quatre camarades du PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs) assassinés par la dictature eux aussi, sous prétexte qu'ils ont participé à l'attentat contre l'ancien ministre de l'intérieur du régime militaire,

deux camarades de la Fraction Rouge ont été à leur tour assassinés par les hommes de main du régime. L'un et l'autre, Hugo Ricardo Drangosch et Miguel Angel Villas ont été sauvagement abattus après avoir été blessés par leurs assaillants qui mettaient ainsi en pratique les consignes de leurs supérieurs : « abattre et surtout, pas de prisonniers ! ».

Face à cette nouvelle et violente vague de répression du régime péroniste, plus que jamais la solidarité militante internationale avec les militants révolutionnaires argentins s'impose.

MIGUEL ANGEL VILLA

HUGO RICARDO DRANGOSCH